

Les médias et le traitement du conflit au Moyen-Orient

Débat organisé le 24 juin 2002

Jean-Marie Cavada

*Directeur général
de Radio France*

Accueil

Mon intervention se limitera à vous souhaiter la bienvenue, de la manière la plus simple, voire même aussi dépouillée que possible, eu égard aux personnes et même personnalités de notre métier qui se trouvent ici.

Il est dans la vocation naturelle de Radio France, de notre Groupe radiophonique public, qui se trouve être la première entreprise culturelle de ce pays de par l'ampleur de ses émissions et de ses ondes, d'être aussi l'acteur de l'animation des différents dossiers ou chapitres de la culture, et de ne pas se contenter de puiser dans l'activité de ce pays pour nourrir ses ondes, mais de créer des événements ou d'en accueillir pour valoriser, débattre, mettre en perspective différents secteurs de la vie des idées.

Il y a quelques mois, nous avons créé les Grands débats de Radio France, soutenus par l'une ou l'autre de nos antennes, et qui tournent, soit à Paris, soit en région, sur des thématiques différentes.

C'est dans ce cadre-là que j'ai trouvé normal, facile et agréable de vous accueillir ici, qui est tout de même votre maison. Radio France est une maison de journalistes – elle en compte 650 environ –, en région, à Paris et à l'étranger qui nourrissent les différents supports radiophoniques, du net et de la téléphonie. C'est pour cela que j'ai plaisir à vous y accueillir.

L'observation du sénateur américain Johnson, formulée pendant le début de la Première Guerre mondiale, n'a rien perdu de son actualité : « *Quand une guerre éclate, la première victime est toujours la vérité.* » Dans les conflits qui sont ouverts de par le monde, et pour parler de l'un qui nous est proche, autour de la Méditerranée, le conflit israélo-palestinien, Radio France est devant les tribunaux pour différentes actions et parce que dans ses programmes, et non pas dans ses émissions d'informations, un producteur que nous soutenons et que je soutiens, sans ambiguïtés, a réalisé un travail qui a suscité un émoi très important chez l'une des parties mises en cause. C'est l'une des raisons pour lesquelles je suivrai les résultats de votre travail avec un certain intérêt, puisque nous sommes tous dans la chaleur de cette affaire.

Je ne veux pas empiéter sur le temps dont vous disposez, je ne suis pas un spécialiste de la recherche sur ce secteur, et je vous souhaite une fois encore de travailler paisiblement et d'avoir ici un travail fructueux.

Introduction (matinée)

Jean-Marie Charon

Sociologue

Je voulais vous rappeler que *les Entretiens de l'information* constituent une démarche mise en place l'année dernière, vers laquelle convergent un certain nombre de syndicats de journalistes, le SNJ et la CFDT, les organisations professionnelles de presse, des écoles de journalisme, des entreprises de médias, dont Radio France, des médiateurs de la radio, de la presse écrite et de la télévision, et un certain nombre de grandes associations comme la Ligue de l'enseignement ou la Ligue des Droits de l'Homme, un certain nombre d'autres mouvements. *Les Entretiens de l'information* rassemblent aussi des individus, avocats, magistrats, chercheurs et universitaires.

Nous avons pris la décision d'organiser cette journée consacrée au traitement du conflit du Moyen-Orient par les médias parce qu'il y avait un débat constitué dans la société à ce propos, une mise en cause du travail des médias, mais aussi parce que cette discussion traversait profondément les rédactions elles-mêmes. Nous nous sommes donnés la mission de réfléchir lorsqu'il y a problème ou interrogation sur la manière dont les médias travaillent, soit au sein même de la collectivité des journalistes, soit entre eux-mêmes et une partie de la société.

Nous avons pensé cette journée de la manière suivante. La matinée sera consacrée au traitement du conflit lui-même à partir du témoignage

et de l'intervention d'un certain nombre de professionnels qui traitent de ce conflit au jour le jour. Cet après-midi, nous avons fait le choix de nous intéresser à la manière dont les rédactions ont traité des répercussions de ce conflit sur la situation française.

La démarche des *Entretiens de l'information* ne consiste pas à échanger quelques grandes problématiques ou quelques grands propos théoriques sur le système d'information. Il s'agit précisément, et le plus concrètement possible, de revenir sur la manière dont chacun travaille, sur ce que sont les contraintes des uns et des autres, sur les décisions qu'ils sont amenés à prendre dans leurs rédactions ou sur le terrain, en fonction de la place qu'ils occupent dans le système d'information.

Nous partirons des mots car, comme vous le savez, beaucoup des discussions et, parfois, des raidissements des uns et des autres se sont exprimés à partir des mots. Je lisais ce matin, dans *Libération*, que l'une des polémiques qu'entretient aujourd'hui le gouvernement israélien avec certains médias anglo-saxons porte sur des termes comme, par exemple, le reproche écrit d'utiliser les termes « territoires occupés ». C'est un mot, mais derrière lequel il y a toute une symbolique. Une linguiste, Marianne Paveau, directrice adjointe de la revue *Mots*, nous proposera un certain nombre de réflexions sur les termes que nous utilisons à propos de ce conflit.

Ensuite, nous examinerons la manière dont les choses se présentent et dont les problèmes se posent sur le terrain, avec deux positionnements différents. Nous verrons d'abord quel est le travail d'un correspondant sur place : cela a été pendant très longtemps la fonction de Luc de Barochez, aujourd'hui journaliste au *Figaro* et qui a été longtemps en poste à Jérusalem. Ensuite, Slimane Zeghidour, grand reporter à *La Vie*, nous présentera la manière spécifique dont les problèmes se posent pour lui et ses confrères.

L'une des grandes dimensions fortement présentes dans le traitement de ce conflit est la manière dont, aujourd'hui nous disposons de médias qui interviennent rapidement, dans l'urgence, et c'est le cas de France Info. Nous avons demandé à Mireille Le Maresquier qui est chef du service « Monde » à France Info de nous dire comment, dans ce type de configuration, on répond aux contraintes particulières à ce type d'information.

Nous nous sommes posés la question du rôle de celui qui coordonne le travail d'une Rédaction dans le choix des moyens à envoyer sur place, dans le recul à prendre par rapport aux informations qui surgissent, dans les décisions de publier ou non, dans la mise en forme des photos et des titres. C'est le travail du chef de service dans un quotidien et nous

avons demandé à Jean-Christophe Ploquin de nous livrer son expérience à *La Croix*.

Parce que nous nous interrogeons souvent sur nos spécificités de médias français, nous avons eu l'impression qu'il était important de décentrer notre regard et nous avons demandé à Lara Marlow, qui a été longtemps en poste au Moyen-Orient, mais qui est aujourd'hui correspondante pour *l'Irish Times*, de nous faire part de son observation sur la manière dont les médias français traitent de l'événement et ce qu'elle y voit comme spécificité ou différence par rapport à son expérience de journaliste anglo-saxonne.

Marianne Paveau

Directrice adjointe de la revue Mots

Les mots sont, par définition, instables. Il n'y a pas de fixité du sens. Dans la langue, les mots, le lexique, bien plus que la grammaire, constituent toujours un lieu de débat, de conflit, mais aussi de réglage du sens. En France, on est coïncé par l'image très forte de la « langue française », fondée sur le mythe de la clarté française et du mot juste. Les sens fixés par les dictionnaires ne sont que des sens possibles et un dictionnaire n'est, finalement, qu'un discours possible sur la langue, même si c'est le discours dominant. Dans la presse écrite, on a des remarques qui supposent un sens droit et juste. Ainsi, un éditorial du *Monde* évoque la « dérive des mots », le risque de « galvauder les mots », d'en « tordre le sens ». À partir du moment où vous dites que l'on « tord le sens des mots », vous supposez qu'il existe un sens juste, et on entre alors dans une rhétorique et une argumentation un peu dangereuse.

L'emploi des mots, imposition d'un « point de vue »

L'emploi des mots fait par les Occidentaux pour désigner les réalités du conflit israélo-palestinien est toujours marqué par l'imposition d'un point de vue. Un premier point de vue est le point de vue occidental. Un exemple isolé et extrêmement parlant est l'utilisation de « Terre sainte ». On trouve quatre dénominations pour Israël dans la presse : « Terre sainte », « Israël », « État juif », « État hébreux ». Evidemment, « État juif » nous parle également d'une antonymie avec « État arabe » et on en revient donc à la situation de 1947, etc.

Un deuxième point de vue possible, dont je pense que c'est celui avec lequel on a le plus de difficultés et qui est à l'origine des conflits et même des procès qui ont été mentionnés précédemment, est le point de

vue local, israélien ou palestinien. Dans la presse, on tombe sur une concurrence tout à fait disproportionnée entre « Cisjordanie » qui est d'emploi tout à fait prioritaire – et à chaque fois qu'un mot commence à avoir une très haute fréquence, il se neutralise –, opposé à « Judée Samarie », qui est un mot extrêmement marqué puisqu'il est chargé de toute la conception de l'Israël biblique. Avec des statistiques sauvages établies cette semaine, j'ai trouvé une ou deux occurrences de « Judée Samarie », en particulier dans des phénomènes de discours rapportés ou de mentions d'organismes officiels, comme « le Conseil des implantations de Judée Samarie Gaza » ; donc, à ce moment-là, le locuteur ne prend pas cette dénomination à son compte.

Le transport des points de vue dans la réception

Bien évidemment, ce transport des points de vue dans les mots existe également dans la réception. Je prendrai l'exemple de « résistance ». Il y a deux emplois de résistance. Il y a un emploi « militaire », appartenant davantage au lexique de la guerre et du conflit qu'à un lexique particulier et on est dans un stéréotype lexical : résistance à une attaque, résistance aux forces ennemies. On trouve des choses comme « résistance acharnée de Djenine », « résistance acharnée des défenseurs de Djenine », avec cette expression un peu fixée de « résistance acharnée » que l'on a entendue dans toutes les guerres.

D'un autre côté, il y a la captation d'un sens marqué par l'histoire, à partir du point de vue occidental et spécifiquement français, avec quand même de la distance. Ainsi, dans *Le Monde* du 12 juin, on trouve : « Arafat [...] grandi par une résistance théâtralisée déjà transformée en épopée... », ce qui est déjà une distance par rapport au terme « résistance ». Dans la mention d'une manifestation organisée par différentes associations, il est question de « soutenir la résistance du peuple palestinien contre l'occupation », et c'est ici un point de vue qui parle clairement à l'Histoire de France et à la période de la Seconde Guerre mondiale.

La négociation du langage avec ces points de vue

Le langage a les moyens de négocier avec ces points de vue, de les rendre explicites puisque, je le répète, le « mot juste » est une fiction française. C'est évidemment plus « facile » à l'écrit qu'à l'oral. On a, évidemment, les guillemets, que j'ai trouvés sur deux termes particulièrement chargés : « soldats » et « terroristes ». Dans *Le Monde*, par exemple : « Les combattants et "soldats" de l'Autorité palestinienne »,

avec d'autres occurrences de « combattants » seules qui ne sont pas guillemettées : le terme « combattant » apparaît donc comme neutre et acceptable. À l'oral, c'est beaucoup plus difficile, surtout lorsqu'il s'agit d'un oral différé où l'on n'a pas les ressources du corps, les gestes, pour remplacer les guillemets. De plus, le journaliste travaille dans l'instant et manque de temps. La seule solution est le commentaire métalinguistique, c'est-à-dire : « Je vais faire un commentaire sur les mots que j'utilise ». Cela prend du temps puisque toute correction, à l'oral, est forcément un ajout. Elle va de l'avant et non pas en arrière, comme à l'écrit. Il y aurait donc effectivement un débat à mener sur la manière de négocier les emplois lexicaux et les sens des mots à l'oral.

L'absence d'interlocuteur empêche la négociation

Le problème qui est également posé au discours d'information du journaliste est qu'il est monologique : il n'a pas d'interlocuteur actif avec lequel pourrait être faits ces corrections et ces réglages. Cela se règle donc toujours dans l'après-coup et donc pas forcément avec les moyens de la discussion et de la négociation.

Le cas du mot « territoires »

Le mot « territoires » concentre le télescopage des points de vue occidentaux et des points de vue locaux. Je m'inspirerai ici d'un article de Laurent Greilsamer dans un numéro du *Monde* de 1997 consacré à « Israël-Palestine, mots d'accord et de désaccord ». Il travaille sur la gauche et la droite en Israël et signale que les termes hébreux qui signifient « territoires conquis » ou « occupés » correspondent à un point de vue « de gauche », alors que les mots « territoires libérés » correspondent à un point de vue « de droite ». On a là une première ligne de partage. En France, nous n'avons évidemment pas « territoires libérés » et le problème est plutôt « territoires occupés ».

La même ligne de partage existe entre « Judée Samarie » qui, je le répète, réfère au passé historique juif de la Cisjordanie, terme « de droite » et « rive occidentale du Jourdain » qui n'a pas de connotation juive et qui témoigne plutôt de la position de celui qui serait favorable à la négociation et au compromis.

Évidemment, la ligne de partage entre ces termes s'efface à mesure que les propositions du gouvernement effacent également les lignes de partage entre la droite et la gauche : tout cela est mouvant.

À partir de là, on peut observer ce qui se passe du point de vue occidental. Statistiquement, c'est « territoires occupés » qui est la norme.

C'est d'ailleurs la *lexi* qui est enregistrée par le *Petit Robert*. Dans le jargon des milieux de la Défense, on parle de « TO » : la siglaison fixe le terme et, en même temps, le décharge et le neutralise. La question est de savoir si lorsque nous, Français, nous employons le terme « territoires occupés », nous récupérons le point de vue israélien ou pas ?

L'expression « territoires palestiniens » peut, quant à elle, apparaître comme neutre tout simplement parce qu'il s'agit du nom propre. L'idée que l'on a des noms propres étant plutôt neutre – en linguistique, on les appelle des désignateurs rigides, c'est-à-dire non chargés de sens –, on peut penser que « territoires palestiniens » va être neutre, mais on se fait piéger par la charge énorme qu'il y a sur le mot « Palestine » et on retombe de toutes façons sur des problèmes de connotation.

On trouve également « territoires occupés et autonomes » qui, à mon avis, témoigne d'un soin particulier à trier la réalité et à la désigner le plus précisément possible.

On trouve « territoires » tout court, qui repose sur une ellipse. Soit l'ellipse mène vers une généralisation parce que c'est une manière de ne pas prendre de point de vue, soit c'est au contraire une manière de charger implicitement ce terme d'une idéologie.

Assez rarement, l'expression « territoires arabes » est utilisée. Cela nous ramène à la négociation de 1947, à l'époque où les textes de l'ONU signalaient la création d'un État juif par rapport à un État arabe. On récupère donc là des données historiques et un point de vue évidemment extra-territorial puisqu'on sort de la territorialité de la Palestine.

Enfin, j'ai relevé deux ou trois fois l'expression « terre palestinienne » qui me paraît vraiment être un engagement puisque « terre » convoque des choses du domaine de l'émotion, tripales, davantage que « territoires » qui reste encore relativement géographique.

Pour conclure, je signalerai que toute législation est impossible, en tout cas du point de vue du linguiste. Il faudrait une loi, alors qu'il n'y en a pas. Encore une fois, ce qui s'en rapproche, c'est le dictionnaire, qui n'est malgré tout qu'un grand livre d'enregistrement des usages et qui enregistre d'ailleurs rarement ce dont on vient de parler, c'est-à-dire les usages sociaux, culturels ou politiques et les connotations. Le règlement des conflits autour des mots ne peut donc se faire que dans l'espace de la discussion et je pense que la journée d'aujourd'hui en est la preuve.

Luc de Barochez

Journaliste, service « Étranger », Le Figaro

J'ai travaillé pendant cinq ans, de 1994 à 1999, comme chef du bureau de l'AFP à Jérusalem, couvrant Israël et les Territoires. Mon expérience remonte à avant l'Intifada actuelle, dans une situation un peu différente de celle qui existe actuellement, mais, cependant, pas tellement différente si j'en crois ce que l'on m'en raconte.

Il faut dire d'abord que les journalistes qui sont là-bas couvrent une guerre, même si ce n'est pas une « vraie » guerre, au sens traditionnel du terme, parce que deux États qui s'affrontent, ce ne sont pas deux armées qui s'affrontent. La question des mots neutres n'existe pas, comme cela vient d'être démontré. Entre journalistes, il y a tout un débat sur les mots que l'on emploie pour raconter la situation et on essaye toujours de trouver les mots les plus dépassionnés possible. Ce débat n'est pas seulement celui de la presse internationale, mais il existe aussi entre journalistes locaux. Par exemple, j'ai remarqué que les journalistes israéliens s'interrogent toujours beaucoup sur les mots à employer pour décrire la situation. Je constate qu'il a fallu attendre la première Intifada, c'est-à-dire plus de vingt ans après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour que les médias publics israéliens, la télévision publique et la radio – Kol Israël –, codifient le langage employé pour décrire la situation. Ainsi, le terme « Judée Samarie » a été imposé aux journalistes de Kol Israël par la direction des médias publics, seulement à la fin de la première Intifada, dans les années quatre-vingt-dix, donc plus de vingt-cinq ans après le début de la conquête.

Ce débat que nous avons donc depuis longtemps et a déjà été abordé de tous les points de vue, de tous les côtés, et je ne sais pas si nous pouvons apporter beaucoup de choses nouvelles aujourd'hui, mais il faut tout de même en parler puisque cela préoccupe beaucoup de monde.

Un problème particulier provient de ce que plusieurs conflits s'entremêlent : un conflit politique sur l'indépendance de la Palestine, un conflit territorial – quel territoire doit-il être celui d'Israël et quel territoire doit-il être celui de la Palestine ? –, un conflit religieux, un conflit idéologique et, enfin, un conflit international. C'est toujours plus difficile à couvrir que d'autres conflits parce qu'il y a toujours plusieurs niveaux d'affrontement.

Il faut quand même faire la comparaison avec d'autres conflits parce qu'il y a, dans la couverture du conflit israélo-palestinien, des aspects qui ne sont pas tellement différents de la couverture d'autres conflits : je

pense, par exemple, aux débats que nous avons eus, dans les rédactions, sur la couverture des conflits dans l'ex-Yougoslavie ou sur la couverture de conflits un peu plus figés comme ceux de Chypre ou du Cachemire. On retrouve partout une problématique qui n'est pas spécifique au conflit israélo-palestinien.

Il y a plutôt moins de difficultés à couvrir ce conflit israélo-palestinien que d'autres conflits. D'abord, c'est un tout petit territoire et, lorsqu'on est correspondant à Jérusalem, il est très facile d'aller, dans la journée, à Hébron, à Gaza, à Bethléem ou même à Nazareth, dans le Nord d'Israël, à la frontière avec le Liban. Lorsqu'il se passe quelque chose, on est sur place une heure après, on peut retrouver les témoins... À titre de comparaison, couvrir le conflit tchétchène, lorsqu'on est correspondant à Moscou, il faut trois jours pour y aller, trois jours pour en revenir, et une fois là-bas on ne trouve rien parce que les gens ne sont plus là, l'événement dont on a entendu parler est fini depuis longtemps, etc. Il y a une immédiateté assez particulière dans le conflit israélo-palestinien du fait de l'exiguïté du territoire, ce qui facilite les choses pour les journalistes.

Il y a aussi un intérêt international très fort, qui s'explique par des facteurs géopolitiques, mais aussi religieux, culturels et historiques, qui font que c'est un pays qui est surexposé aux médias. Sur place, il y a une concurrence extrêmement vive entre les journalistes, ce qui induit certains comportements de leur part.

Les obstacles qui existent sont de plusieurs ordres. Il y a des obstacles pratiques, comme dans d'autres conflits, tenant au fait que les armées en opération n'aiment pas avoir des journalistes qui surveillent ce qu'elles font. L'armée israélienne a donc un système de zones militaires fermées pour interdire l'accès de la presse à certains endroits lorsque des opérations sont en cours ou un système de censure militaire qui n'existe plus maintenant mais qui a existé pendant longtemps – et qui existe d'ailleurs toujours théoriquement – qui interdit aux journalistes de rapporter certaines informations, au moins dans certains délais. lorsqu'une opération est en cours, il est extrêmement difficile d'en parler sans s'attirer des remarques de la censure militaire.

Il y a une propagande très forte des deux côtés, qui n'est pas du même ordre : une propagande assez élaborée des autorités israéliennes et une propagande un peu « brute » de la part des autorités palestiniennes.

Des pressions s'exercent, notamment sur les journalistes locaux : des journalistes sont emprisonnés, aussi bien par les autorités israéliennes que par les autorités palestiniennes ; des journalistes sont battus, menacés. Cela existe et il ne faut pas se le cacher

D'une manière générale, ces difficultés pratiques sont plutôt moindres que dans d'autres conflits.

Il faudra aussi évoquer aujourd'hui les sources utilisées par les journalistes. Du fait que le territoire est petit, il est très facile de constater soi-même ce qui se passe. C'est plus compliqué lorsque l'armée interdit aux journalistes l'accès d'une zone, comme cela s'est passé à Djenine récemment, mais d'une manière générale, il est assez facile d'obtenir des témoignages directs : même lorsqu'on ne peut pas y aller, on peut téléphoner, on peut parler aux gens sur place, etc. C'est plutôt facile d'avoir des commentaires et des déclarations officielles : les autorités israéliennes, comme les autorités palestiniennes, sont habituées à la presse et c'est dû à une surexposition aux médias dont nous avons déjà parlé. Donc, c'est relativement facile d'obtenir les points de vue des deux côtés et d'avoir les renseignements que l'on veut.

Le problème du journaliste est plutôt de parvenir à « décanter » tout cela, à faire la part des choses, à revenir aux faits et à faire abstraction de tout le discours qui s'élabore sur les faits.

Les sources utilisées par la presse sont plutôt israéliennes, du fait que la presse israélienne est beaucoup plus développée, beaucoup plus moderne et beaucoup plus vivante que la presse palestinienne, donc les témoignages – sauf lorsque ce sont des témoignages directs et que la presse va sur place –, et les comptes rendus utilisés par la presse internationale sont plutôt de source israélienne, même lorsqu'il s'agit de la situation palestinienne. C'est aussi dû à un problème de langage puisque les médias israéliens sont souvent accessibles en anglais alors que les médias palestiniens sont assez exclusivement en arabe, qui est une langue que les journalistes qui couvrent le conflit israélo-palestinien parlent généralement assez peu.

Sur les mots, il existe un essai de codification de la part des journalistes sur place pour essayer d'avoir des mots qui gardent l'équilibre, mais il est vrai que ce n'est pas facile car il n'y a pas de mot qui ne soit pas chargé d'un sens quelconque.

Slimane Zeghidour

Grand reporter à La Vie

La dernière fois où je suis allé sur place, c'était au moment de l'affaire de Djenine, avant l'investissement et la destruction du camp et après. Je couvre ce conflit depuis dix ans et j'ai remarqué cette fois-ci un changement dans le dispositif de prise en charge de la presse étrangère par les Israéliens. Lorsqu'on va couvrir le conflit, c'est auprès des

Israéliens que l'on se fait accréditer. On peut bien sûr se faire accréditer par les Palestiniens, mais c'est purement formel car, en principe, avec une carte d'accréditation israélienne on peut aller n'importe où.

Pour cette deuxième Intifada, les Israéliens ont créé un énorme centre de presse spécial, assez imposant. Lorsqu'on arrive pour faire établir son accréditation, on voit, par exemple, que tous les grands ministères ont un bureau sur place, avec un personnel polyglotte, extrêmement avenant, dynamique et ouvert. Sont présents le ministère des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, les services de la Sécurité et on peut y rencontrer toutes les personnes des grands ministères immédiatement pour recueillir une réaction ou une explication – puisqu'on parlait des mots, le ministère de l'Information est la traduction de l'hébreu, ministère de l'« Explication ».

Outre les bureaux des ministères que l'on a à portée de main, il y a une longue table sur laquelle se trouve de la propagande – on ne peut pas l'appeler autrement ! – en anglais, en russe et en espagnol. Par exemple, des brochures sont spécialement destinées aux journalistes pour traiter justement des questions de mots : « *Que veut dire un territoire occupé ?* », « *Qu'est-ce qu'un Palestinien ?* », « *Qu'est-ce que le terrorisme ?* », « *Jérusalem est-elle la capitale d'Israël ?* ». On donne donc les réponses aux questions qu'un journaliste débutant qui arrive se pose. C'est un document réalisé par la Ligue anti-diffamation. Il y a aussi des documents de l'Agence juive, du ministère des Affaires étrangères, des documents qui donnent des renseignements sur Israël, des documents qui donnent l'organigramme, supposé ou réel, des organisations palestiniennes. Tout cela est fait sous forme de brochures, de livres, de CD-Rom et de vidéos. Il faut ajouter à cela que, chaque matin, il y a des traductions sélectives d'éditos de la presse israélienne hébraïque. Donc, en principe, un journaliste débutant, n'ayant pas beaucoup de temps, pourrait ne pas sortir de ce centre, dans lequel se trouvent également des ordinateurs sur lesquels il peut consulter Internet et, éventuellement, taper ses articles et les envoyer, à partir d'une documentation très élaborée et sophistiquée. Il y a même des documents que les Israéliens auraient trouvés dans le bureau de Yasser Arafat et qui attesteraient du feu vert que le leader palestinien aurait donné à telle ou telle opération anti-israélienne.

Dans cette deuxième Intifada, lorsqu'on essaye d'aller voir du côté palestinien, étant donné la désorganisation des structures de l'Autorité palestinienne, il n'y a rien : il n'y a pas de bureau de presse fonctionnant avec une continuité, une rigueur, une centralisation de l'information, une élaboration des concepts de communication. Il est même très difficile de rencontrer des responsables parce que, eux-mêmes, sont désorganisés.

Avec le bouclage des villages et des villes, la rupture des relations téléphoniques entre telle et telle région, il y a une sorte de cafouillage permanent et de désordre, du côté palestinien, pour recueillir des informations. Il reste le terrain et les témoignages que l'on peut recueillir auprès des gens.

Lors de ce voyage-ci, je me suis rendu compte que l'un des éléments nouveaux de la couverture de ce conflit était l'omniprésence des télévisions arabes. La télévision tunisienne a un correspondant, la télévision égyptienne a des correspondants, on trouve la fameuse chaîne Al-Jazira, Abu Dhabi, la télévision libanaise, etc. Un bon nombre de journalistes arabes vivent donc, eux, dans les territoires palestiniens en permanence, partagent la vie des Palestiniens, et cela se voit dans la teneur de l'image qu'ils renvoient en temps réel aux opinions arabes. Or, les journalistes européens habitent, en général, du côté israélien parce que c'est plus près des ministères et du centre de presse, qu'il y a des librairies où l'on peut acheter des journaux français ou anglais, des restaurants, des bars et des cafés ouverts la nuit, choses qui n'existent pas à Jérusalem-Est ou très peu. C'est la raison pour laquelle il est intéressant de comparer les images que donne d'un événement Al-Jazira avec celles qu'en donnent les télévisions européennes : nous ne partageons pas la même intimité. Cela pose la question de la matière de ce conflit, de ce que l'on peut recevoir comme message et de l'accès à l'information directe.

En général, pour la plupart de ceux qui, comme nous, sommes à Jérusalem-Ouest, les voyages dans les territoires se font dans la journée : on rencontre deux ou trois personnes, on passe quelques heures dans un camp et, le soir, on rentre. J'essaie là de saisir un élément qui peut créer une espèce d'empathie inconsciente avec l'un ou l'autre côté. Par exemple, il m'est arrivé, à trois reprises, d'entendre des explosions de voitures ou de kamikazes à Jérusalem et on finit par vivre dans la paranoïa et dans la peur. De la même manière, lorsqu'on vit du côté palestinien, on entend des F16 qui passent ou des hélicoptères qui lancent des missiles, et tout cela donne l'idée de l'ambiance dans laquelle vivent les gens en permanence.

Cela pose la question des mots, dont on a parlé tout à l'heure. J'ai pris toute cette masse de littérature que distribuent les Israéliens et on en peut dégager certains éléments clés. Par exemple, pour commencer par le mot le plus galvaudé, « terroriste », dans le langage israélien officiel, les terroristes ne sont pas un groupe de Palestiniens criminels et aveugles frappant des civils, des femmes et des enfants : dans le discours dominant israélien, il n'y a pas quelque chose qui s'appelle « combattant

palestinien » ou « policier palestinien » ou « soldat palestinien » ; en fait, c'est un terme générique : est « terroriste » toute personne qui s'oppose un tant soit peu, physiquement, à l'occupation israélienne.

Pour résumer les choses en trois entrées :

- on a donc l'impression que, dans le discours officiel israélien, il s'agit de *démilitariser le conflit*, à savoir qu'il n'y a pas un conflit entre une armée israélienne régulière, disciplinée, centralisée et une armée palestinienne, il y a un conflit entre une armée disciplinée, constitutionnelle, et des groupes terroristes, donc des irréguliers. Ce n'est donc même pas une guerre ; le conflit est démilitarisé ; c'est un travail de rétablissement de l'ordre ;
- en second lieu, il s'agit de *dépolitiser le conflit* ; les gens qui se battent contre les Israéliens ne sont pas les représentants d'un mouvement national, avec une base politique, installé dans une logique internationale, jouissant d'une législation internationale qui les soutient ou qui en soutient, au moins, les aspects légitimes ; il s'agit de gens qui attaquent les Israéliens, non pas par réaction à l'occupation et à tout ce qu'elle suppose comme contrôles, mais par une espèce de haine atavique créée par les manuels scolaires, par un antisémitisme éternel, une haine brute ;
- enfin, il s'agit de *décontextualiser le conflit* ; j'ai remarqué que, dans cette littérature, on ne dit pas « terreur palestinienne », « terreur intégriste » ou « terreur islamiste », on dit « terreur arabe » ; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une violence produite par un peuple, les Palestiniens, par un mouvement national, le *Fatah*, par un mouvement intégriste islamiste, le *Hamas*, mais il s'agit d'une terreur arabe, créée par une sorte d'ethnie, par une civilisation ; d'ailleurs, lorsque le *New York Times* évoque un attentat, ils parlent d'« *arab bombing* », un « bombage arabe », quelque chose d'ethnique ; cette simplification vise à faire apparaître cette violence comme une manifestation locale en Palestine-Israël d'une violence plus large qui recouvre toute la sphère arabe.

Comment se fait-il que dans un conflit qui dure depuis un siècle, toutes les actions d'Israël sont des « représailles », des « ripostes », des « répliques », et les attaques palestiniennes des « attaques » ? Par exemple, on dit, le matin : « *Un groupe palestinien attaque une colonie.* » Le soir, on dit : « *Riposte de l'armée israélienne qui bombarde.* » Le surlendemain, il y a une deuxième attaque palestinienne, qui n'est jamais présentée

comme une riposte aux bombardements israéliens de la veille. On a l'impression que le cycle est le suivant : une attaque palestinienne, des représailles israéliennes, et on remet les compteurs à zéro. Ensuite, il y a une deuxième attaque palestinienne et des représailles israéliennes. J'ai remarqué que, maintenant, chaque fois qu'il y a une attaque palestinienne, la presse sollicite les représailles : par exemple « *Attentat contre une pizzeria israélienne. Israël prépare sa réponse !* » La presse appelle les représailles pour compléter le cycle et remettre les compteurs à zéro.

Concernant le discours palestinien, on est dans l'éclatement général : l'éclatement des territoires, l'éclatement de l'Autorité palestinienne entre les huit villes autonomes dans lesquelles existent des structures très étatiques aujourd'hui complètement dévastées, mais aussi l'éclatement entre les tendances, nationalistes, laïques, islamistes, jusqu'aboutistes, etc. Là aussi, ils essaient de tenir un discours plus ou moins construit, mais c'est très archaïque. L'un des éléments dominants provient des restes de la Guerre froide et de la langue de bois nationaliste des années soixante-dix : ils continuent de parler de « peuple palestinien » au lieu de parler des Palestiniens ou de la société palestinienne, ce qui donnerait plus de chair aux personnes qu'ils évoquent. Le discours qu'ils tiennent pour les télévisions arabes n'est pas le même que celui qu'ils tiennent pour les télévisions européennes : ils ne sont pas antinomiques, mais ils se complètent. Par exemple, dans les télévisions arabes, ils disent toujours : « *Ce n'est pas en tant que Palestiniens que nous sommes attaqués, c'est tous les Arabes. Cette guerre contre nous n'est qu'une répétition de ce qui va se passer ensuite pour les Syriens, les Égyptiens et les Saoudiens, donc ne soyez pas passifs en nous regardant, il peut vous arriver la même chose si vos dirigeants ne font rien pour nous aider.* » Vis-à-vis de l'opinion européenne, il y a une incompréhension, chez les activistes du Fatah, etc., de la mentalité européenne et américaine. Donc, le discours tenu est complètement contre-productif. Ils ne se rendent pas compte, par exemple, que comparer le camp de Djemine à Auschwitz et l'armée israélienne à la Wehrmacht est un discours qui ne passe pas. D'ailleurs, les Israéliens doivent se féliciter de ce discours, car en déplaçant la comparaison vers l'Europe de 1945, ils éloignent d'autant plus le regard de la réalité palestinienne.

Il n'y a donc pas de discours palestinien formaté pour toucher l'esprit ou la tournure d'esprit européenne ou américaine, alors qu'en Israël on a vraiment un discours construit par des politologues, des linguistes et des psychologues .

Je terminerai en évoquant notre travail de journaliste. Ont été évoqués tout à l'heure les mots « territoires occupés », « libérés », etc. :

comme la plupart des journalistes, pour ma part, je prends le critère du droit international qui, pour imparfait qu'il soit, n'en fait pas moins l'objet d'un consensus international. « Territoires occupés », c'est l'ONU qui le dit, y compris les Américains : Jérusalem-Est est une ville « occupée » parce que, nous Français, avons deux Consultats, tout comme les Américains et les huit pays occidentaux qui ont des consulats à Jérusalem et qui en ont un à l'Est et un à l'Ouest. Donc, il n'y a que les Israéliens qui pensent que Jérusalem-Est fait partie de la capitale d'Israël. Même en faisant preuve de la plus grande compréhension et réceptivité pour le discours officiel israélien, on peut tout de même rappeler que même l'Amérique considère encore Jérusalem-Est comme une ville occupée et on en a pour preuve qu'elle n'y transfère pas son Ambassade. J'ai d'ailleurs appris que malgré tout le travail de *lobbying* qui se fait aux États-Unis, George Bush vient de reporter de six mois encore la décision de transférer l'Ambassade américaine à Jérusalem-Est.

Lorsque les Israéliens ont ré-occupé la ville autonome de Bethléem, ils ont pris des Palestiniens qu'ils ont fait « expulser » : nous avons tous utilisé ce mot et la presse israélienne elle-même a utilisé le mot de « déportés ». Or, le mot « expulsé » ne tient absolument pas la route parce qu'il s'applique à l'action d'un État régulièrement établi sur un territoire donné qui expulse un étranger parce qu'il considère que celui-ci est devenu *persona non grata*. Mais Israël, en rentrant dans la zone autonome de Bethléem, entre en territoire étranger et il « expulse » des gens qui sont chez eux, dans un tiers pays. Est-ce vraiment le mot qu'il faut utiliser du point de vue de la syntaxe et de l'étymologie ?

Mireille Le Maresquier

Chef du service « Monde », France Info

Le Proche-Orient constitue le premier dossier de politique étrangère depuis très longtemps. La seule parenthèse a été constituée par les attentats du 11 septembre et la guerre en Afghanistan en décembre et janvier. Pierre Veil est le correspondant permanent de France Inter et de France Info depuis onze ans – il connaît extrêmement bien ses dossiers – et, ce qui prouve que la tension a nettement monté, depuis un an nous envoyons périodiquement des envoyés spéciaux en Cisjordanie, en fonction de ce qui se passe.

Pour prendre un exemple concret, s'il y a un attentat à 18 h 47, à 19 heures, nous avons des informations et il faut donc essayer d'avoir le correspondant en direct. Un bulletin tombe sur nos agences, disant : « *Attentat à la voiture piégée dans le centre de Jérusalem.* » Comme cela vient

de se passer, il n'y a pas de bilan et nous appelons donc notre correspondant qui se met sur la radio israélienne et, généralement, dans les dix minutes, il est à l'antenne parce que c'est un correspondant extraordinaire. Lorsqu'il n'est pas à l'antenne, on fait vite un test avec tout ce qui tombe, on met des conditionnels parce qu'on n'est pas sûr, et ensuite on l'a à l'antenne pratiquement toutes les demi-heures lorsque c'est un gros attentat.

Parallèlement à cela, il y a eu le siège de Bethléem qui a duré environ trois semaines. Nous avons envoyé quelqu'un qui était sur le toit en face de la Nativité et qui, pendant des semaines et des semaines attendait que les otages sortent. En même temps, quelqu'un est allé à Djenine. Ce sont des dispositifs très lourds : parfois, les portables ne passent pas, les envoyés spéciaux sont bloqués à des *check points* et ne peuvent donc rien nous faire parvenir.

C'est vrai que lorsqu'on envoie des correspondants en Cisjordanie, on est sur le terrain, des gens ont des problèmes, certains ont perdu leurs enfants : ils viennent tous au micro et nous racontent. Il est vrai que nous avons fait une multiplication de témoignages et nous avons reçu des centaines de mails par jour : « *Vous n'êtes pas France Info, mais France Intox, vous n'arrêtez pas de donner des témoignages de Cisjordanie, mais que se passe-t-il lorsqu'il y a des attentats à Jérusalem, que des gens perdent leurs enfants, etc. ?* » Il est vrai qu'il faut doser. On est pris dans une polémique très difficile, mais que nous parvenons à gérer parce que nous avons une chance par rapport à Luc de Barochez ou à Jean-Christophe Ploquin qui sont dans un quotidien, c'est que nous sommes obligés de faire court : nous faisons donc du *news*, même dans des reportages de deux minutes, et nous ne pouvons pas nous lancer dans des commentaires et des éditoriaux. Nous en restons au niveau de l'actualité, en citant les sources, etc.

L'important, c'est d'avoir de temps en temps des interlocuteurs autres. C'est d'avoir de temps en temps au téléphone le Comité international de la Croix-Rouge, d'avoir l'UNRA, l'organisation d'aide aux réfugiés palestiniens, qui est sur place, dans les camps. À Djenine, c'est ce que nous avons fait, car ce sont des organisations qui sont censées être crédibles, avec du personnel qui est souvent sur place depuis de nombreuses années, qui connaît les parties en conflit et qui ne va pas se lancer à faire des analyses qui sont partisans. Nous essayons aussi d'avoir au téléphone des ONG, l'Ambassadeur d'Israël et Leïla Shahid pour l'Autorité palestinienne.

Mais il est vrai que ce sont des mois et des mois au cours desquels il faut être extrêmement rigoureux, réécouter ce que l'on envoie à l'antenne,

faire attention aux termes. Par exemple, à Djenine, on ne laissait pas entrer les journalistes et toutes les rumeurs pouvaient courir. Or, le jour où ils ont pu entrer, avec l'armée israélienne, notre envoyée spéciale Isabelle Dort était avec eux et au téléphone, nous lui avons demandé de raconter ce qu'elle voyait. Je lui ai moi-même posé la question : « *Il y a eu des rumeurs de charniers, as-tu l'impression qu'il y en a eu ?* » Uniquement le fait d'avoir posé la question, cinq minutes après mon téléphone sonnait – je ne sais même pas comment ils s'étaient procuré mon numéro ! – et on me disait : « *Madame, comment osez-vous poser une question pareille et dire qu'il y a eu des rumeurs de charniers ?* » Toute une polémique s'est créée, mais je pense que nous pouvons avoir la conscience tranquille car nous avons fait notre travail correctement et que les gens sur le terrain l'ont fait avec beaucoup de courage.

Jean-Christophe Ploquin

Chef du service « Étranger », La Croix

Je vais d'abord essayer de brosser le tableau du journal et du service dans lequel j'opère. *La Croix*, c'est soixante-dix journalistes, dont treize au service « International », donc cinq qui peuvent intervenir sur l'actualité du Proche-Orient, parmi lesquels trois reporters qui peuvent partir à tout moment. Petit constat : finalement, la guerre simplifie presque la compréhension des choses. Je m'en suis rendu compte récemment, lors de l'opération « Rempart » ; lorsqu'il a fallu envoyer précipitamment un confrère, nous sommes allés chercher l'un de ceux qui revenaient d'Afghanistan et, lorsqu'on est en situation de conflit, un journaliste qui est habitué à couvrir des conflits violents peut intervenir sur le conflit israélo-palestinien. Dans le cas où s'est un peu plus calme, peut-être se dit-on davantage que le Proche-Orient étant compliqué, il vaut mieux y envoyer des spécialistes et des experts. Là, nous sommes allés au plus pressé, mais avec quelqu'un qui a très bien fonctionné.

Par ailleurs, nous avons deux correspondants sur place et, moi-même, qui suis le chef du service. J'ai travaillé pendant sept ans sur le Proche-Orient et, peut-être n'est-ce pas un hasard si je suis devenu chef du service après cette expérience : nous estimons qu'il est important d'avoir des gens compétents, au niveau de la gestion d'un service « Monde », sur le conflit du Proche-Orient. Moi-même, lorsque je m'absente, je veille toujours à ce que l'adjoint qui me remplace soit lui-même compétent car si c'est un adjoint qui n'a pas une sensibilité par rapport à ce conflit, il y a toujours la crainte qu'il ne saisisse pas une information, qu'il ne la replace pas dans son contexte, qu'il sur-réagisse

ou que, inversement, il laisse passer quelque chose d'important. Par ailleurs, nous travaillons aussi avec nos pulsions personnelles et nos subjectivités : il y a aussi de la subjectivité chez les journalistes et, parfois, je ne souhaite pas que tel adjoint soit en situation de responsabilités si je suis absent et que l'actualité du Proche-Orient est importante.

Concernant les sources, c'est l'Agence France Presse qui sonne l'alarme. C'est l'une des sources principales d'information et, certainement, la plus importante par rapport à l'actualité brûlante, l'attentat qui survient ou la déclaration qu'il ne faut pas manquer. Par ailleurs, nous fonctionnons bien sûr avec nos envoyés spéciaux, la presse française, la presse anglo-saxonne – pas tellement CNN. D'autre part, *La Croix* a quand même un enracinement dans les milieux catholiques et chrétiens et, à Jérusalem ou à Bethléem, il y a beaucoup de gens qui ne nous appellent pas lorsqu'il se passe des choses, mais qui sont des relais d'information et qui nous aident aussi à sentir la sensibilité de l'information. Enfin, nous recevons de plus en plus de mails comme, notamment, d'une jeune femme vivant à Bethléem et qui tient quasiment son journal quotidien.

Ce n'est pas notre lectorat qui nous contraint à traiter le sujet de telle ou telle façon, mais il pèse parce qu'il réagit de manière très importante. On peut dire que c'est le sujet de politique étrangère qui fait le plus réagir le lectorat et *La Croix*, comme d'autres journaux, publie chaque jour une page de « Courrier des lecteurs », pour justement, maintenir le contact avec ce lectorat. Non seulement ce sujet est celui qui le fait le plus réagir, mais il le fait presque sur-réagir et certaines lettres sont vraiment sur des tons très vifs. Par exemple, lors de la parution d'« Une » où la photo montrait un enterrement de victime d'un attentat-suicide – il s'agissait donc d'un deuil dans la communauté juive – nous avons reçu des lettres nous demandant pourquoi nous ne montrions jamais à la Une des photos de deuil de la communauté palestinienne. Lorsqu'on a demandé à dix intellectuels originaires de la communauté juive en France de donner leur avis sur deux pages du journal, on nous a immédiatement demandé pourquoi nous ne faisons pas la même chose avec les Palestiniens. Un autre exemple m'a été cité par la personne qui suit de manière très proche le Courrier des lecteurs : on est même au niveau de la titraille puisqu'il y avait eu un événement au cours duquel il y avait eu des victimes des deux côtés ; « les victimes israéliennes » était au début de la phrase et, techniquement, les mots étaient en caractères gras et la suite en caractère maigre ; le fait que « les victimes israéliennes » ressortait en caractère gras alors que « les victimes palestiniennes » était en caractère maigre a immédiatement généré un courrier disant que c'était scandaleux et que nous prenions partie.

Le lectorat de *La Croix*, pourtant très attaché à son journal, est très attentif et nous reproche, la plupart du temps, d'être trop neutres. Inversement, la ligne éditoriale est d'être le plus neutre et le plus équilibré possible, le plus non partisan et il y a une manière très concrète de le constater : nous n'avons pas d'envoyé spécial permanent, c'est-à-dire quelqu'un de la rédaction vivant là-bas et étant notre correspondant à 100 %, mais nous avons deux correspondants pigistes et nous veillons à ce qu'il y ait un correspondant qui couvre l'actualité israélienne, et qui est israélien, et un correspondant qui couvre l'actualité palestinienne et qui est, selon les périodes, tantôt palestinien, tantôt français allant courageusement travailler sur place.

La ligne éditoriale c'est « deux peuples, deux États », c'est « non à la violence aveugle » et le souci d'humaniser le conflit, donc de parler le moins possible d'Israël/Palestine, mais le plus possible d'Israéliens/Palestiniens. Vis-à-vis des chrétiens palestiniens, ce n'est pas une cause : nous avons une vision un peu géopolitique de la situation des chrétiens palestiniens, – ou israéliens, puisqu'il y en a des deux côtés. Nous constatons un exode des chrétiens palestiniens, mais nous n'avons pas, par rapport à cela, une vision militante. Il y a le souci de cadrer les événements : par rapport au flot d'informations dont parlait Mireille Le Maresquier, régulièrement, c'est la Rédaction qui impose que soit publié un article réexpliquant les choses parce que le flot d'information est tellement permanent qu'il y a un besoin de réclarifier par de l'explication.

Au jour le jour, nous faisons le constat qu'il n'y a pas, aujourd'hui, d'émetteur neutre dans le conflit israélo-palestinien. Systématiquement, le filtre par lequel on accueille le discours des autorités israéliennes, c'est d'estimer qu'il y a un discours stratégique, qui est adapté à un objectif stratégique israélien, des options stratégiques qui sont d'évincer Arafat du *leadership* palestinien qui était de ruiner les Accords d'Oslo. Il y a donc la vision très claire, et en ce sens on peut effectivement parler de propagande au sens précis du terme, que les informations qui viennent d'Israël doivent être à chaque fois décryptées. C'est un exercice difficile parce que, avec cette grille d'analyse-là, on prend le risque de ne pas suffisamment estimer une information importante donnée par la partie israélienne.

Du côté palestinien, nous avons un autre filtre d'analyse qui est d'estimer que les Palestiniens ont un discours permanent de victimisation et, par ailleurs, un discours réactif, de mise en alerte permanente. Effectivement, pour rejoindre les propos de Slimane Zeghidour, on a le sentiment de ne pas être en face d'un discours vraiment structuré et visant à proposer une vision cohérente d'une option stratégique : on a plutôt l'impression d'être face à une réalité très fragmentée.

Il faut évidemment tenir compte aussi du discours américain et là, le filtre d'analyse va être de constater, d'intégrer, que le discours américain est très proche du discours israélien, visant à amener les Palestiniens sur les positions les plus proches possibles de celles d'Israël.

Pour continuer sur le thème de la manière de bien traiter ce conflit, il faut relever le danger beaucoup plus grand qu'encourent nos confrères journalistes qui sont sur le terrain en ce moment. C'est beaucoup plus important qu'en 1990-1991 lorsque la première Intifada se poursuivait mais déclinait un peu et cela n'a rien à voir avec la période 1994-1995, après les Accords d'Oslo, où on pouvait se promener dans les territoires occupés, en prenant quelques précautions, mais vraiment très facilement.

Avec ce flux d'informations permanent, il est très difficile d'avoir des angles décalés d'information. En effet, on a toujours le sentiment que lorsqu'on va préparer un article, par exemple, sur le désir d'exil des Palestiniens, des Israéliens, ou sur d'autres angles, cet article-là va partir parce qu'il va y avoir un attentat ou autre chose et que, l'actualité primant, l'angle original intéressant va disparaître.

Je donnerai quelques exemples de la manière dont on a pu ouvrir cette actualité sur les deux ou trois derniers mois. Tout d'abord, lorsque les Palestiniens se sont réfugiés dans la basilique de la Nativité à Bethléem, encerclée immédiatement par l'armée israélienne, nous avons tout de suite senti qu'il se passait quelque chose d'important et, comme tout média international, mais aussi parce que nous étions *La Croix*, nous sommes montés en puissance très rapidement. Pendant les quarante jours environ qu'a duré le siège de la basilique, nous avons publié un article tous les deux jours et il est vrai qu'il y a eu une surfocalisation de notre part sur cette situation mais aussi, en même temps, la perception très rapide qu'il y avait un enjeu médiatique, presque diplomatique et géopolitique, extrêmement fort, qui avait sans doute été anticipé par les Palestiniens et très vite compris par les Israéliens. Puisque, de chaque côté, on jouait un jeu médiatique important, nous devions nous-même être conscients, peut-être encore plus que d'habitude, que notre couverture faisait partie d'une sorte de « jeu » international.

Sur Djenine, notre couverture a consisté à faire un réel forcing pour essayer le plus vite possible de savoir ce qui pouvait se passer et, aussi, la frustration de ne pas pouvoir nous y rendre puisque les conditions de sécurité étaient très dangereuses. Nous avons alarmé et titré : « Au moins cent morts à Djenine », puis lorsque les organisations de défense des droits de l'Homme sont allées travailler sur Djenine, nous avons rectifié l'information en disant ce que pouvait être réellement le bilan.

Enfin, la semaine dernière, il y a eu un attentat à la bombe dans un bus à Jérusalem. C'est arrivé le matin, ce qui permettait d'organiser notre information pour le lendemain, et notre priorité a été de ne pas banaliser les victimes et de raconter, encore une fois, le drame et de décrire les scènes de « liesse » dans les camps de réfugiés.

Sur la place extrêmement prépondérante du conflit israélo-palestinien dans l'actualité internationale, je pense que le seul sujet qui le dispute au Proche-Orient est l'actualité européenne qui est très protéiforme puisqu'elle touche à notre vie quotidienne presque en permanence. Il faut s'interroger : comment traite-t-on le conflit en République démocratique du Congo qui a fait environ 200 000 morts en deux ans ? la pandémie du Sida qui dévaste en ce moment les États d'Afrique centrale ? le conflit extrêmement violent de Colombie ? des processus de paix, positifs ? Est-ce justifié de traiter ainsi le conflit israélo-palestinien ? Des arguments plaident en ce sens, parmi lesquels l'émotion et la passion qu'il suscite, y compris dans notre lectorat. Il y a clairement un effet d'enchaînement médiatique, l'importance géostratégique du conflit – la Méditerranée, c'est à nos portes et il y a des impacts évidents sur la situation en France et sur les projets français vis-à-vis de la Méditerranée. Il y a, bien sûr, l'aspect de lieu symbolique pour les trois grands monothéismes : après le 11 septembre, on observe encore un peu plus le conflit israélo-palestinien avec le prisme de l'Islam.

Privilégie-t-on cette actualité-là ? J'aurais plutôt tendance à utiliser l'image du véhicule prioritaire : lorsque, sur la route, on voit une ambulance derrière soi, on se range pour la laisser passer. C'est un peu ainsi que cela se passe dans l'actualité, lorsque l'AFP nous apprend qu'il y a un attentat à Jérusalem.

Notre objectif est aussi, régulièrement, de positiver en mettant en évidence des initiatives fortes qui vont dans le sens de la paix : c'est un côté « vœu pieux », peut-être propre au journal.

Lara Marlow

Correspondante pour l'Irish Times

J'ai travaillé huit ans au Moyen-Orient, dont sept ans pour *Time Magazine* basé à Beyrouth. J'ai travaillé beaucoup dans les pays arabes, en Israël et aussi dans les Territoires occupés.

Je trouve qu'il y a une énorme différence entre la façon dont les médias américains et français couvrent ce conflit. Je trouve que les médias français sont infiniment plus objectifs. Il y a à cela des raisons historiques et politiques. Je pense que la France ayant été le pouvoir colonial en

Syrie et au Liban, avec des liens politiques remontant à Saint-Louis pour le Liban, etc., sa sympathie pour le monde arabe existe. La politique suivie par le Général de Gaulle à partir de la guerre de 1967 influe évidemment sur les médias. Les journalistes sont parfois courageux et parfois moins, et il est plus facile de faire une couverture objective de ce conflit lorsqu'on est en harmonie avec son Gouvernement. En Amérique, il faut un courage énorme pour contester la politique du Département d'État, et il n'y a, malheureusement, quasiment pas de journalistes qui ont le courage de le faire.

Par exemple, l'ouvrage récent de Charles Enderlin paru en France démonte le mythe de Camp David selon lequel on aurait promis le « paradis » à Yasser Arafat qui l'aurait refusé. Il est formidable qu'un journaliste fasse ce travail et je ne connais pas d'équivalent en Amérique. Il y a également le livre d'Alain Gresh sur la même question. C'est un travail de fond qui mérite d'être fait et qui l'est davantage en France qu'ailleurs. Je pense malheureusement qu'en Amérique, les correspondants sont intimidés. Il m'est arrivé de poser la question à deux amis journalistes qui avaient atteint le sommet, dans la presse écrite, pour l'un, et à la télévision américaine, pour l'autre : « Pourquoi ne voulez-vous pas travailler en Israël, dans les Territoires occupés ? » Les deux fois, ils m'ont répondu que, n'étant pas juifs, cela ne les concernait pas, que les journalistes qui le font sont engagés et que ce serait vraiment suicidaire pour leur carrière de le faire. Donc, les gens engagés en Amérique y vont, et ceux qui ne le sont pas n'osent pas le faire. J'ai constaté cela personnellement et, à mon avis, cela ne sert pas la vérité.

Je souhaite vous raconter deux anecdotes personnelles sur mon expérience personnelle à *Time Magazine*, afin que vous compreniez comment cela se passe dans la presse américaine.

De façon générale, après que j'ai commencé à travailler pour *Time*, en 1989, à chaque fois que je proposais un reportage par exemple sur la torture en Algérie, les élections truquées en Égypte, la peine de mort en Arabie Saoudite, il n'y avait aucun problème : New York était d'accord et l'article passait. Mais, lorsqu'il s'agissait d'Israël, comme la torture dans la prison de Ryam qui était gérée par l'ALS, la milice financée et entraînée par Israël, cela ne les intéressait pas trop, ou ils allaient couvrir cela à partir de Jérusalem... La première fois que cela m'a paru flagrant, c'est en 1993 après les Accords d'Oslo. J'étais à Amman et j'ai rencontré des Palestiniens qui, comme tous les Palestiniens, avaient de la famille en Israël et au Liban. Comme c'était un moment capital, je trouvais qu'il était très intéressant de voir comment les trois branches de la famille réagissaient sur les Accords d'Oslo. Lorsque j'ai proposé l'article, New

York était d'accord, et j'ai passé beaucoup de temps et dépensé beaucoup d'argent à faire le reportage, sans préjuger et sans savoir à l'avance ce que j'allais trouver. En définitive, ces trois branches de la même famille n'étaient pas comblés par cet accord et étaient plutôt sceptiques et pessimistes, surtout la branche en Galilée parce qu'ils vivaient pas très loin de leur village d'origine dont ils avaient été expulsés, allant voir de temps en temps, le week-end, leur ancienne maison, etc. J'ai fait le reportage, je l'ai envoyé et il n'est jamais passé parce que, à l'époque, ce n'était pas politiquement correct : tout le monde devait dire que c'était merveilleux, que c'était la paix assurée, etc.

Le deuxième exemple qui a mené à ma démission de *Time Magazine* a été le massacre de Kana le 18 avril 1996. Avant de raconter cette histoire, je voudrais parler du mot « massacre ». C'est évidemment un mot « chargé », mais je crois qu'il faut l'utiliser lorsque cela s'applique. Y a-t-il un nombre de morts qui justifie le mot au-delà ou en dessous duquel on l'utilise ou non ? Je ne sais pas, mais pour moi, l'attentat du 27 mars, à Natanya, qui a tué 29 Israéliens était un massacre. À Djenine, il n'y avait pas 500 morts comme annoncé initialement, puisque j'ai lu que, jusqu'à maintenant, on a compté 60 cadavres : 60 morts, c'est un massacre ! Ce n'est pas parce qu'il y en a moins que ce qui avait été dit que ce n'en est pas un. Au moment du massacre de Kana, nous étions au milieu d'un long bombardement israélien qui a duré pendant des semaines au Liban Sud. J'étais dans un convoi de la FINUL, à 4 km de Kana, lorsque j'ai entendu les explosions. Je suis arrivée sur place quelques minutes après : du sang descendait la colline, cela ressemblait sans doute aux attentats suicides qui ont eu lieu à Jérusalem, avec des morceaux de viande partout, c'était vraiment l'horreur. Cela s'est passé entre 14 heures et 14 h 17, un jeudi après-midi, et j'ai envoyé mon article dans la nuit du jeudi au vendredi. La rédactrice de garde cette semaine-là était un ancien chef du bureau de Jérusalem : au *Time Magazine*, on renvoie à maintes reprises au journaliste son article édité, réécrit, retravaillé, etc. et, j'en avais l'habitude, il fallait vraiment se battre pour chaque mot de l'article. Le samedi soir, la rédactrice en question, mettait toujours le premier chiffre que l'on avait eu, de 75 morts, alors que la FINUL disait officiellement qu'il y avait plus de 100 morts. À chaque fois je renvoyais mes commentaires en demandant que le chiffre des morts soit remis à jour et, à 3 heures du matin, heure de Beyrouth, le samedi matin, j'ai appelé New York en demandant pourquoi apparaissait toujours ce chiffre et elle n'a pas voulu changer. Finalement, j'ai dû faire appel au rédacteur en chef de la version internationale de *Time Magazine* et la première chose qu'il m'a dit était : « *Je ne vais pas intervenir dans une*

dispute entre une correspondante et une rédactrice. » Je lui ai répondu : « *Ce n'est pas une dispute, c'est un fait.* » Souvent, dans la couverture de ce conflit, il faut avoir cela en tête : est-ce quelque chose de controversé, une dispute, ou est-ce un fait ? Il s'agissait là d'un fait et je lui ai dit que j'étais prête à lui donner le numéro de téléphone du porte-parole de la FINUL pour qu'il l'appelle lui-même. En l'occurrence, il y avait 106 morts. J'ai reçu le magazine le lundi matin. Je suis arrivée quand même à défendre l'intégrité journalistique de mon reportage, auquel ils avaient donné ce que l'on appelle le « sous-sol », c'est-à-dire le bas de la page, sur deux pages, alors que la rédactrice donnait à ses amis israéliens plusieurs pages pour dire à quel point ils étaient angoissés, que c'était horrible, que c'était un accident, que cela n'aurait pas dû se passer, etc. Je pense que lorsqu'on est rédacteur, on doit donner la priorité aux journalistes qui sont sur place, qui ont vu l'événement, et non pas aux gens qui ont mauvaise conscience. Cela m'a un peu étonné, mais la chose qui m'a le plus dérangée était la légende de la photo représentant un enfant mort à l'hôpital de Tyr au Liban : « *Enfant tué dans les tirs croisés* ». C'est vrai qu'il y avait eu deux tirs de mortier quelques minutes avant le bombardement, à plusieurs centaines de mètres du QG de la FINUL où étaient réfugiés ces Libanais, qui sont tombés dans un champ et n'ont blessé personne. En réponse, cette unité israélienne, qui était à l'intérieur du Liban, a tiré 35 obus qui explosent au-dessus de la surface et qui coupent en petits morceaux et coupent comme des lames de rasoir : c'est une arme anti-personnelle qui a été utilisée consciemment contre les civils réfugiés dans le QG de l'ONU.

Tout cela pour vous dire comment cela a été traité par *Time Magazine* et pourquoi j'ai démissionné. Je ne voulais plus risquer ma vie en travaillant pour un magazine qui n'a pas le courage de traiter un sujet de façon objective et normale.

Je pense qu'il y a une autre raison pour laquelle les médias français ont tendance à couvrir ce conflit de façon plus neutre. Chaque fois que je vais dans les Territoires occupés, je rencontre plus de collègues français qu'américains, même si certains y vont. J'ai passé deux semaines à Gaza au mois de décembre dernier, et dans l'hôtel où j'étais, il y avait trois fois plus de journalistes français que de journalistes américains. J'ai l'impression que les Américains ont beaucoup plus tendance à rester à Jérusalem, à fréquenter le centre de presse que Slimane Zeghidour a si bien décrit, et cela a évidemment des conséquences sur la couverture.

Souvent, les journalistes israéliens peuvent dire des choses qui, si elles sont dites par les journalistes occidentaux, font que ceux-ci sont harcelés, intimidés. J'ai été impressionnée par une citation dans *Le Monde* qui a fait une page entière sur la couverture de ce conflit : un rédacteur

de *Tikoon* qui est un magazine de gauche mettait en question l'usage du mot « terroriste ». J'ai lu cela avec beaucoup d'intérêt car, moi-même, je n'utilise plus ce mot car je trouve qu'il est utilisé d'une manière totalement déséquilibrée. Bien sûr, un kamikaze qui tue 5, 15 ou 20 personnes est un terroriste, mais lorsqu'on démolit des maisons, quand on exproprie les terres continuellement, lorsqu'on assassine des gens, lorsqu'on arrête des milliers de personnes et qu'on les détient dans des conditions atroces, sans eau, sous le soleil, sans les nourrir, sans hygiène, etc., quand on tire à partir d'un hélicoptère sur des voitures comme cela a été le cas, ce matin même, à Gaza, en tuant 6 personnes, cela n'est-il pas du terrorisme ? Quand on écrase des gens blessés ou morts avec des chenilles de chars, comme c'est arrivé plusieurs fois à Gaza, je pense que cela peut aussi s'appeler du terrorisme.

On a beaucoup parlé de langage, de rhétorique, de vocabulaire, et je pense que c'est très important. Un terme qui rend la couverture française plus authentique et plus neutre, c'est le mot « colonie », car ce sont des colonies de peuplement. En anglais, le mot utilisé pour évoquer le même phénomène est *settlement* qui évoque les pionniers américains, les cowboys et les Indiens : « colonie » rend beaucoup mieux la réalité de la chose. Je me demande parfois si la différence dans la couverture n'est pas due, dans une certaine mesure, à cette différence de vocabulaire.

En général, je trouve donc la couverture française bonne. Lors de la mort des enfants qui ont été tués dans un marché, récemment, on a vu le père qui est un employé de l'ONU à l'enterrement de ses enfants ; j'ai entendu à la radio « erreur » – les Israéliens disent toujours qu'il s'agit d'une « erreur » –, « incident »... Lorsque des Israéliens sont tués, on ne dit jamais que c'est une erreur ou un incident... Il faut donc faire très attention à l'équilibre du vocabulaire, mais c'est infiniment plus équilibré du côté français que du côté américain.

Je pense qu'il y a une vraie campagne d'intimidation. On l'a vu récemment avec la réponse aux remarques de Cherie Blair qui avait parlé du « désespoir des kamikazes » : évidemment qu'il faut être désespéré pour se suicider ! Ce qu'elle a dit n'était pas très différent de ce que disait Hubert Védrine lorsqu'il disait qu'il faut donner un autre moyen aux jeunes Palestiniens de s'exprimer que l'attentat kamikaze. Je pense que c'est cela que Cherie Blair voulait dire, mais l'Ambassade d'Israël a tout de suite réagi et elle a dû présenter ses excuses. La même chose s'est produite récemment avec Ted Turner, alors qu'il est quand même difficile de dire que CNN est pro-palestinien ! On a vu aussi l'interview du *Monde* avec Daniel Simon, le directeur du bureau de presse du Gouvernement israélien, où il dit qu'ils vont aider les journalistes qui

font preuve d'« objectivité » et que ceux qui entrent dans les Territoires occupés sans l'autorisation de l'armée israélienne seront « bannis », et il a parlé d'une période de dix ans ! Bannir les journalistes parce qu'ils font leur travail sans la permission de l'armée israélienne, je trouve vraiment cela scandaleux.

Concernant le fait de réussir à trouver un certain équilibre dans la couverture, dans le journal où je travaille actuellement, nous avons deux contractuels, l'un, Israélien, couvre Israël et l'autre couvre les Territoires occupés. On peut mettre leurs articles deux côte à côte, l'idéal étant d'avoir un correspondant qui puisse faire la synthèse, mais c'est beaucoup demander et cela arrive assez rarement.

Échanges...

Jean Lecerf

Journaliste honoraire du Figaro

Tout ce qui vient d'être dit est absolument passionnant, mais pas un seul mot n'a été dit des gens qui s'occupent d'essayer de créer les conditions de la paix. On n'a parlé que des violents ou des diplomates étrangers. Or, les diplomates étrangers, bien involontairement, renforcent les violents en les présentant comme les seuls interlocuteurs qui comptent, les incitent à plus de violence encore, afin de pouvoir négocier en position de force. La difficulté est d'arriver à créer les conditions de la paix. J'ai passé trente ans au *Figaro* à suivre les trente premières années de la Communauté européenne, ce qui n'était pas le gros de l'actualité au début et, pourtant, c'est cela qui était essentiel. Comment faire pour ne pas parler seulement des victimes, mais aussi de ceux qui, prenant des risques pour leur vie, essaient de créer la paix ?

Mireille Le Maresquier

Malheureusement, c'est la violence qui fait la Une. Cependant, à Paris, il y a eu, il y a six mois à peu près, le passage du Président de la KNESSET, qui est un travailliste israélien à Paris et il a dit : « *Je suis Israélien, mais j'irai un jour voir les députés palestiniens à Ramallah.* » Nous avons énormément couvert sa venue, aussi bien à Strasbourg qu'à Paris, mais le problème est qu'il n'y a pas beaucoup d'initiatives comme cela. Nous réexpliquons en permanence qu'il faut parvenir à faire redémarrer le processus de paix, mais cela reste dans notre voix, il n'y a rien d'autre et nous le déplorons tous et nous passons alors la parole à des politiques

qui disent la même chose. Que voulez-vous que nous disions d'autre ? Nous faisons de l'actualité et, malheureusement, l'actualité, ce sont les attentats.

Philippe Karsenti
Objectif Proche-Orient.com

Concernant les massacres, je ne pense pas que ce soit une question de nombre. À l'époque de Kana, j'avais déjà un correspondant au Liban, et pour lui, le Hezbollah a tiré des rockets au milieu d'une école dans laquelle il y avait des enfants et les Israéliens, stupidement, ont riposté sur l'endroit d'où venait ces rockets et dans lequel il y avait des civils.

Charles Enderlin a été évoqué. Il se trouve que j'ai eu la chance de voir le reportage de la télévision allemande ARD sur la mort du petit Mohammed : c'est quelque chose de remarquable et il y a vraiment des questions qui se posent par rapport au travail de Charles Enderlin. Il est dommage que celui-ci ait conservé les six minutes de ce reportage et il n'a jamais accepté d'en diffuser autre chose que 50 secondes. Il est très intéressant de voir qu'il y a de véritables doutes sur l'origine des balles et deux questions se posent : pourquoi Charles Enderlin refuse-t-il de montrer les six minutes ? pourquoi France 2 refuse-t-il de diffuser ? J'ai appelé la société de production allemande en leur demandant pourquoi ils n'avaient pas vendu ce reportage à France 2. Il m'a été répondu que France 2 a voulu acheter les droits, mais a refusé de signer une obligation de diffusion : donc, ils voulaient peut-être acheter pour enterrer le reportage.

Slimane Zeghidour

Je ne suis pas là pour défendre Charles Enderlin car il le fait très bien lui-même, néanmoins, il y a eu un dossier dans *Actualités juives* qui est une revue communautaire plutôt proche de la droite dure israélienne qui l'a interviewé à ce sujet et il y a un point sur lequel est basé le documentaire que vous évoquez. Ce film a été fait sur une reconstruction de tous les murs et endroits où ont eu lieu ces « accrochages ». Il s'agit donc d'une reconstitution sur des lieux reconstruits après avoir été détruits. Je vous engage à compléter votre documentation par cette lecture.

Lara Marlow

Il n'y avait pas d'école à Kana. Les soldats israéliens qui étaient visés par les deux mortiers qu'a tirés le Hezbollah étaient à l'intérieur du Liban

pour préparer un piège, précisément pour le Hezbollah. Il n'y avait pas d'école et il ne faut vraiment pas laisser passer de telles choses.

Questions remises par écrit à la tribune

Jean-Christophe Ploquin a évoqué le titrage sur les 100 morts de Djenine. Quel est le processus de décision par lequel on est arrivé à ce titre ?

Quel a été le traitement médiatique des tirs de l'armée israélienne sur des voitures portant plaques diplomatiques en Cisjordanie ? Cela a-t-il donné lieu à un débat ?

Est-il possible de décrire, s'il y en a, les tensions et les frustrations entre les correspondants et les envoyés spéciaux, sur place, et les Rédactions à Paris, qui ont des attentes ou des réactions qui peuvent être en décalage ?

Jean-Marie Charon

D'autre part, vous avez peu abordé l'existence éventuelle de débats au sein des Rédactions. Or, c'est quelque chose qui a été fréquemment évoqué par les uns et par les autres. Est-ce par pudeur, parce que cela n'a pas existé ou parce que vous n'avez pas envie d'en parler ?

Luc de Barochez

Il y a des débats au sein des Rédactions, par exemple sur les termes que l'on emploie. Je voulais préciser que je comprends qu'il soit difficile d'employer le mot « expulsion » parce que le terme n'est pas correct, qu'il soit difficile d'employer « déportation » parce que, pour un public français, cela fait appel à des références qui sont dépassées, mais d'autres mots existent. On peut, par exemple, utiliser le terme « bannissement » qui est tout à fait adapté à la situation. La langue française est assez riche et on peut toujours trouver les moyens de décrire les choses telles qu'elles existent sans employer des termes trop « chargés » ou non adaptés.

Dans les Rédactions, il y a des débats entre les gens qui sont plutôt favorables aux thèses d'Israël et ceux qui sont plutôt favorables aux thèses palestiniennes. Ce sont, en général, des débats qui agitent beaucoup ceux qui ont peu ou pas de contacts avec la réalité sur place. Une fois qu'on a vécu sur place et que l'on a vu comment cela se passait, on a généralement une vue assez semblable des choses. Les gens qui, ici à Paris, ont une connaissance livresque ou par l'intermédiaire de la télévision de ce qui se passe là-bas, et qui s'y intéressent pour des raisons idéologiques, religieuses, culturelles ou politiques ont des positions très tranchées qui

ne résistent guère à la réalité. Les journalistes arrivent là-bas avec, généralement, des positions qui évoluent au fil du temps. Ceux qui ont une certaine expérience sur place ont compris qu'il y a beaucoup de discours ou de positions qui ne tiennent pas compte tenu de la situation.

Slimane Zeghidour

Je ne crois pas qu'il y ait une seule Rédaction en France, et peut-être même en Europe, qui échappe à des tensions et des débats houleux sur la question israélo-palestinienne. Dans certaines Rédactions, il se produit même de véritables cassures. Les journalistes français qui couvrent le Moyen-Orient forment une sorte de syndicat : nous nous connaissons tous et nous nous racontons les tensions qui existent sur ce sujet dans les différentes Rédactions parce que, comme vient de le dire Luc de Barochez, certains penchent vers les thèses israéliennes, d'autres vers les thèses palestiniennes. J'ai reçu un jour un courrier d'une organisation juive pro-israélienne militante parce que j'avais fait trois encadrés sur les intégrismes : l'intégrisme catholique, l'intégrisme juif et l'intégrisme musulman et on m'a reproché d'avoir fait 23 lignes seulement sur l'intégrisme musulman et 26 lignes sur l'intégrisme juif. Mais des musulmans écrivent aussi après avoir regardé à la loupe quel mot a été utilisé dans tel ou tel article, insinuant que le journaliste avait des arrière-pensées coupables. Certains le font aussi avec des indignations artificielles : ce sont des groupes qui font du *lobbying*, des campagnes d'intimidation méthodiquement construites comme une campagne de marketing... Néanmoins, il y a des malades, obsédés par cela, qui vous écrivent en mesurant parfois les paragraphes consacrés à l'un et l'autre camp pour en conclure que ce déséquilibre traduit un choix partisan.

Quatre éléments expliquent tout cela.

- Le premier élément, c'est que dans notre pays, il y a une double culpabilité, vis-à-vis des Juifs et vis-à-vis des Arabes : vis-à-vis des Juifs pour l'anti-judaïsme, la Seconde Guerre mondiale, etc. et vis-à-vis des Arabes, surtout à cause de la colonisation, la Guerre d'Algérie, etc. Or, qui dit culpabilité dit mauvaise conscience et, très souvent, la mauvaise conscience débouche sur une sorte de mauvaise foi. Chaque pays a ses propres démons et il n'y a pas d'exception française sur ce point.

- Il y a aussi un double racisme. Dans certaines parties de la population, il existe une sorte d'exaspération, vis-à-vis des Juifs et vis-à-vis des Arabes, ce qui pousse à opter pour les uns beaucoup plus que contre les autres que pour les beaux yeux de ceux pour lesquels ils optent : des anti-Juifs patentés soutiennent Israël dans ses positions les plus extrémistes parce que leur animosité anti-arabe est plus forte et vice versa.

• Le troisième élément est constitué, dans ce pays qui se réclame de Descartes et des Lumières d'imposer des critères universels pour lire le conflit israélo-palestinien. Il n'y a pas des « bons » et des « méchants » : il y a un contexte. Si on applique les critères universels, il y a une situation de type colonial et ce n'est pas être anti-israélien que de le dire. Cette situation de type colonial est attestée par l'ONU et, d'ailleurs, le conflit du Moyen-Orient est le seul conflit mondial dont les résolutions sur les points vitaux du conflit font l'objet d'un consensus international : la question des réfugiés, celle de Jérusalem, celle des frontières et celle des colonies. Pourquoi avons-nous cette incapacité à appliquer des critères universels aux deux protagonistes, Palestiniens et Israéliens. On tombe dans le pathos des deux peuples, Israël et Israël, peuples qui se ressemblent tellement qu'ils ont presque la même langue, qui écoutent la même musique, qui n'arrivent pas à s'entendre alors qu'ils sont fils d'Abraham, etc. Tout ce pathos traduit une incapacité à appliquer des critères universels à ce conflit.

• Enfin, le quatrième élément, également majeur, est l'incapacité des Européens à tenir un discours divergent du discours des États-Unis.

Voilà les quatre éléments qui font que nous sommes dans le *pathos*, qui aboutit à cette fausse symétrie qui se voudrait objectivité.

Mireille Le Maresquier

Je ne suis pas d'accord : je pense que l'Europe a un discours qui diverge de celui des États-Unis, mais, malheureusement, elle n'a pas les moyens de faire appliquer son discours. La France est arrivée à faire passer, en Europe, auprès de ses partenaires, une position qui n'existait pas avant. Maintenant, les Espagnols, les Italiens et même les Scandinaves commencent à bouger concernant le Proche-Orient. Le discours diverge sur une chose : les Américains ne veulent plus entendre parler de Yasser Arafat et de l'Autorité palestinienne alors que, pour l'Europe, l'Autorité de Palestine est toujours Yasser Arafat et il faudrait peut-être déjà mettre en place un État palestinien transitoire, ce qui pourrait amener à un processus de négociation. Les discours sont donc bien divergents sur ce point entre les États-Unis et l'Europe.

En ce qui concerne notre Rédaction, depuis qu'Ariel Sharon est au pouvoir, il y a moins de divergences entre les journalistes parce qu'il fait une politique tellement ultra radicale que tout le monde est tellement choqué que cela a gommé les divergences. Il est évident qu'il y a un débat, tous les matins et tous les soirs, sur le Proche-Orient. Je pense que le vrai débat concerne le risque de banalisation. Lorsqu'il y a chaque jour un attentat à Jérusalem et qu'il y a tous les soirs des incursions dans

les territoires palestiniens, lors des conférences de Rédaction, certains disent : « On ne va pas recommencer encore là-dessus ! » Il faut éviter ce risque de banalisation qui nous guette.

Jean-Christophe Ploquin

En ce qui concerne le titre sur les 100 morts, c'était avant l'ouverture de Djenine aux journalistes et nous avions un envoyé spécial à Jérusalem qui, chaque jour, essayait de passer à travers les mailles du filet de l'armée israélienne, en risquant sa vie. Pendant deux ou trois jours, ces journalistes ont buté devant Djenine, mais, en même temps, ils rencontraient beaucoup de personnes qui avaient quitté Djenine et habitaient dans les villages environnants, ce qui constituait une première source d'information. Une deuxième source d'information était le discours palestinien qui, effectivement, tirait par le haut le bilan des victimes. Ensuite, entre les informations reçues par notre correspondant, notre envoyé spécial et le discours palestinien, il y a eu le sentiment qu'il se passait quelque chose de grave avec, en plus, le précédent de Sabra et Chatila dans toutes les mémoires : voilà comment se construit une surévaluation. On ne peut pas condamner une surévaluation dans un tel contexte, mais on aurait pu condamner le fait qu'il n'y ait pas, ensuite, un article pour l'expliquer.

Nathalie Gunther

Avocate

J'ai noté dans les propos de Mireille Lemaesquier, une dérive journalistique assez grave : il n'y a pas de « Gouvernement Sharon », il y a un gouvernement dirigé par Ariel Sharon qui est un gouvernement d'union nationale. Jusqu'à preuve du contraire, je n'ai pas vu de ministre travailliste démissionner depuis qu'Ariel Sharon est Premier ministre.

Lara Marlow a évoqué l'attitude de la presse américaine qui, selon elle, est systématiquement pro-israélienne. Dans son explication, d'une part, elle s'est contredite puisqu'elle a fait ensuite référence aux pseudo-pressions d'Israël sur Monsieur Turner concernant ses déclarations sur CNN, donc, apparemment, elle n'est pas si inféodée à l'État d'Israël que cela, sinon Monsieur Turner ne parlerait pas de terrorisme d'État concernant Israël ; d'autre part, il est beaucoup plus grave d'entendre Lara Marlow dire que, dans l'affaire du massacre en question, sa rédactrice en chef avait appelé « ses amis Israéliens », ce qui sous-entend que la presse américaine est, grosso modo, couverte par des juifs, donc entre les mains des Juifs, donc inféodée à l'État d'Israël, et donc partielle. Ces raccourcis sont assez inquiétants parce que le thème d'aujourd'hui

peut être compris comme de l'objectivité des journalistes, et lorsqu'on vous écoute, on est très inquiets sur ce que l'on va lire dans nos journaux parce que l'objectivité, en ce qui vous concerne, il n'y en a pas.

C'est le droit le plus strict des journalistes que d'avoir un parti pris personnel, cela relève du débat entre les individus, mais sous couvert d'objectivité et d'impartialité, vous véhiculez indiscutablement des idées qui sont les vôtres et qui ne sont pas objectives. Nous sommes lecteurs et, quand nous lisons, comme nous ne sommes pas complètement stupides, nous arrivons à faire la part des choses entre les informations qui sont données et qui sont exactes, et celles qui sont des avis personnels relevant du débat politique. Slimane Zeghidour a dit que la presse israélienne ne parlait jamais de police palestinienne...

Slimane Zeghidour

Je n'ai pas parlé de « la presse » mais du « discours dominant officiel »... Lorsqu'on fait uniquement des critiques, il faut être rigoureux !

Nathalie Gunther

Même dans le langage officiel, je ne pense pas que ce soit exact. Avi Pazner, a fait état d'un incident entre un policier palestinien et un policier israélien, qui faisaient ronde commune à Gaza : le policier palestinien a poignardé son collègue israélien. Avi Pazner, porte parole du gouvernement conduit par Ariel Sharon a dit que « le policier palestinien avait poignardé le policier israélien ».

Slimane Zeghidour

S'il l'a dit, ce n'est donc qu'une exception qui confirme la règle !

Jean-Yves Halimi

Avocat

J'ai défendu Daniel Mermet il y a quelques jours et suis particulièrement intéressé par les débats qui se tiendront dans la suite de la journée. Mais le lien entre ceux ci est fait par les propos de Slimane Zeghidour lorsqu'il a expliqué à quel point les mots peuvent être piégés. Je me demande si, en France aussi, à partir d'autres mots, les mots traditionnels d'« antisémitisme », d'« antisionisme » ou même de « critique de la politique israélienne », on ne va pas découvrir aussi qu'il y a une sorte d'expansion du sens qui rend le maniement des concepts de plus en plus difficile.

J'ai découvert, à l'occasion de la défense de Daniel Mermet, l'ampleur et l'organisation des pressions que subissaient la plupart des rédactions, du *Figaro* à toutes les autres rédactions, de la presse écrite ou des autres médias. Cela passe par des centaines de mails, venant parfois de coins de France très éloignés, mais qui ont tous le même sens, voire les mêmes phrases, les mêmes répétitions dans le choix des mots. N'existe-t-il pas aujourd'hui un fossé entre l'information brute qui nous est livrée jour après jour – on se réveille avec la description d'un attentat sanglant, on s'endort avec la description tout aussi sanglante des représailles – et les forums qui sont organisés par différents médias et qui voient, en général, s'opposer des positions très militantes et très extrémistes ? Il m'apparaît qu'il manque peut-être des commentaires et une mise en perspective. Ces réseaux organisés ont peut-être fait disparaître ce qui serait utile pour les auditeurs. J'en prendrais pour exemple le cas du livre de Charles Enderlin. Je ne suis pas un spécialiste du Proche-Orient et j'ai découvert, parce que Charles Enderlin ne publie pas seulement son avis, sa relation des faits, il habite en Israël et il a suivi les pourparlers de Camp David et de Tabah. En écoutant la radio et en lisant les journaux, j'étais persuadé qu'à ces occasions, Yasser Arafat avait laissé passer sa chance, qu'effectivement on lui avait proposé la création d'un État palestinien, la restitution de Gaza et de la Cisjordanie et qu'il s'était montré tout à fait extrémiste en exigeant une modalité de droit du retour dont tout le monde nous disait que cela entraînerait, à terme, la disparition de l'État d'Israël dans sa substance même – on peut d'ailleurs discuter de la substance d'un État religieux qui disparaîtrait par le simple fait qu'une religion deviendrait moins majoritaire qu'une autre. J'ai découvert dans la publication du document brut, puisque Charles Enderlin publie les relevés de discussion et les constats de divergence, qu'il n'en était rien ! Il y avait deux positions qui étaient restées éloignées sur cette question du droit du retour, la position palestinienne consistant à dire qu'il fallait laisser cela à la latitude individuelle, et celle des Israéliens qui n'étaient pas du tout hostile, dans le principe, au droit du retour puisqu'ils proposaient un contingentement limité à 40 000 par an et dans une perspective qui n'excède pas 120 000. Or, cela, je ne l'ai entendu nulle part et je me demande si ce n'est pas un excès de prudence.

Avec la répétition de l'actualité au Proche-Orient, il est évident que les médias choisissent des « angles ». Un angle parfois utilisé est celui de l'opposition des personnes : il y a deux septuagénaires qui se vouent une inimitié qui n'est pas d'hier, qui sont Yasser Arafat et Ariel Sharon, mais, dans cette inimitié, certaines positions politiques de l'un ou de l'autre qui sont très peu rappelées. Par exemple, on rappelle très peu

que Sharon était un adversaire des accords avec l'Égypte et des accords avec la Jordanie, et que c'était un adversaire acharné des Accords d'Oslo dont on peut observer maintenant qu'il en a complètement vidé la substance. Je me demande s'il ne manque pas, dans l'information, par excès de prudence, le commentaire et la mise en perspective.

Participante

J'étais très étonnée d'entendre Mireille Lemaesquier dire qu'il y avait des attaques contre des prises de position estimées trop pro-palestiniennes. En effet, pour ma part, je suis étonnée de la couverture que font les médias des attentats suicides commis en Israël versus les attaques israéliennes commises en territoires occupés. Il me semble que la couverture des médias est uniquement basée sur le fait de relater les attentats suicides, avec un discours qui est beaucoup plus passionné que celui que l'on entend, extrêmement neutre, lorsqu'il arrive de parler des incursions israéliennes en territoire occupé.

Vous avez dit que vous envoyiez des correspondants en Cisjordanie et j'aimerais savoir ce qu'il en est de la bande de Gaza car je trouve que l'on manque cruellement d'informations sur ce qui s'y passe. On peut assez souvent lire dans les journaux des phrases comme : « *La bande de Gaza jusqu'ici épargnée...* » ou « *épargnée ces derniers temps* » et je voudrais rappeler que selon les chiffres du Centre palestinien pour les droits de l'Homme, il y a en moyenne deux morts palestiniens par jour dans la bande de Gaza. Je suis personnellement en contact avec un correspondant du PCHR qui habite dans le camp de réfugiés de Rafah à l'extrême sud de la bande de Gaza : le camp est pratiquement attaqué toutes les nuits, avec des maisons rasées toutes les nuits et des bombardements sur le camp de réfugiés.

Mireille Le Maresquier

On nous a tellement accusés de ne parler que de Ramallah, de Djenine ou de Naplouse et d'envoyer tous les quinze jours quelqu'un là-bas que je suis très étonnée que vous nous accusiez de couvrir surtout les attentats à Jérusalem ! Le problème c'est qu'on envoie quelqu'un en plus et que l'on ne peut pas en envoyer deux en plus : à un moment, nous avons voulu envoyer quelqu'un à Gaza et cela recommençait à barder à Naplouse. J'ai quand même l'impression que nous couvrons beaucoup la Cisjordanie. En ce moment, il y a quelqu'un à Ramallah ; le correspondant en Cisjordanie se déplace ; à une époque, nous avions quelqu'un qui était à Ramallah et un autre à Jérusalem et à Bethléem.

En ce qui concerne les commentaires, nous faisons une chaîne d'information en continu, avec des « 40 secondes », des « 2 minutes », de temps en temps de l'explication avec des interviews d'experts ou d'hommes politiques. Il est vrai qu'il faudrait, de temps en temps, remettre en perspective parce que l'auditeur ne comprend pas et ne sait plus où il en est. Nous essayons, mais il y a certainement un effort à faire sur ce point.

Lara Marlow

Concernant Ted Turner, je ne me contredis absolument pas. Il a dit qu'il y avait du terrorisme des deux côtés et il a été dénoncé par sa propre Rédaction et il s'est excusé.

En ce qui concerne la rédactrice qui a téléphoné à « ses amis israéliens », c'est exactement vrai : l'une des personnes auxquelles elle a demandé un article d'une page entière était un écrivain israélien dont elle se vantait souvent d'être l'amie. Je ne sais pas si cette rédactrice est juive, je ne lui ai jamais posé la question et je ne le ferai pas. Je n'ai jamais dit que les médias américains étaient entre les mains des Juifs, c'est vous qui l'avez dit, Maître, et pas moi !

Je suis contente qu'il ait été question de la bande de Gaza car moi aussi, j'ai constaté cela. À part *Libération* qui a très souvent Didier François dans la bande de Gaza, il est vrai que cela manque un peu. L'explication en est le contrôle d'Israël sur l'accès : il faut passer par le barrage d'Efes, il faut porter ses valises, marcher pendant des centaines de mètres sous le soleil et on risque d'être bloqué. La dernière fois que je m'y suis rendue, je n'ai pas pu sortir quand je voulais parce qu'il y avait une incursion et j'ai été bloquée 24 heures. Tout cela décourage. De plus, une fois que l'on est à l'intérieur de la bande de Gaza, celle-ci est découpée en morceaux et c'est comme si l'on était bloqué à l'intérieur d'un arrondissement de Paris. Tout se passe donc à huis-clos et on ne sait pas vraiment ce qui se passe : les gens vivent l'enfer à Gaza !

Ces derniers jours, les Israéliens ont parlé de « représailles » dans la bande de Gaza en parlant de bombardements qu'ils avaient faits, alors qu'aucun des kamikazes récents n'est venu de la bande de Gaza. Alors, de quelles « représailles » s'agissait-il ? On peut se poser la question.

Slimane Zeghidour

L'épisode de Camp David, lorsque ce conflit sera réglé, que les propagandistes de tous poils seront mis au chômage, sera étudié comme l'un des cas majeurs de réussite en communication politico-médiatique. C'est un sujet que j'ai évoqué longuement avec Charles Enderlin.

Comment a été construit l'idée que les Israéliens auraient fait des concessions douloureuses et généreuses à Camp David – rendre ce que l'on a pris devient une concession douloureuse – et qu'Arafat, par une sorte de double langage, de caractère un peu bizarre, peut-être même pervers, aurait refusé ce cadeau ? Pratiquement neuf rédacteurs sur dix, même parmi les plus compétents, ont repris cette idée à leur compte, y compris dans les grands journaux. Pourquoi cela a-t-il fonctionné et d'où vient cette perméabilité à l'argumentaire israélien ? Cela reste un mystère. On n'en est que plus décontenancé en voyant ce qu'en dit Charles Enderlin, de la bouche des protagonistes israéliens eux-mêmes ; les Israéliens n'avaient rien proposé, il ne s'agissait que de discussions exploratoires. Cela montre que lorsqu'une idée reçue s'impose, aller à l'encontre de cette idée est un véritable travail de Sisyphe.

Concernant la couverture de la Cisjordanie et de Gaza, j'ai dit tout à l'heure que nous, journalistes européens, vivons à Jérusalem-Ouest parce qu'il y a plus de commodités, une vie nocturne, que l'on rencontre plus facilement les journalistes israéliens et que c'est beaucoup plus difficile de rencontrer les journalistes palestiniens dans les Territoires, à cause des bouclages, des couvre-feux, etc. Le fait de vivre dans un milieu, inconsciemment et sans qu'il y ait la moindre intention malveillante vis-à-vis des Palestiniens, il y a une espèce de sympathie pour le milieu dans lequel on vit. C'est ce que font les journalistes arabes qui vivent du côté palestinien. Cela se traduit dans la couverture médiatique par le fait que l'histoire des victimes israéliennes est souvent racontée de manière plus humanisée : lorsque trois malheureux Israéliens meurent dans une pizzeria, on vous raconte que l'une de ces personnes était photographe, qu'il avait une fiancée, qu'il devait la voir ce soir-là, etc. Cela leur donne une épaisseur humaine qui nous fait vibrer. Or, les victimes palestiniennes sont un peu dématérialisées : on apprend que sept Palestiniens sont morts, dont trois enfants, mais on a l'impression qu'ils n'ont pas de famille, pas d'histoire, pas d'histoire d'amour, pas de projets, pas de vie... donc, ils sont dématérialisés. Les seuls pour lesquels on l'a fait, ce sont les filles kamikazes. J'ajoute qu'il ne s'agit pas d'intention malveillante ou de mépris vis-à-vis des Arabes, il s'agit d'une empathie des journalistes vis-à-vis des gens parmi lesquels ils vivent et travaillent. C'est une infirmité humaine, mais ce n'est pas forcément criminel.

Luc de Barochez

Concernant Camp David, il ne faut pas non plus être trop naïf. Dans tous les conflits, il y a des représentations déformées, fantasmiques,

induites par la propagande, des positions de l'autre, qu'il appartient précisément au journaliste d'expliquer et de démonter. Le livre de Charles Enderlin est justement remarquable parce qu'il « démonte » le discours officiel israélien, mais plusieurs enquêtes avaient été faites en ce même sens, en particulier dans la presse française. Il y avait eu un excellent article de Sylvain Cipel dans *Le Monde*, il y a plus d'un an, un article de Charles Enderlin lui-même dans *Libération*, il y a un an également, des articles de Robert Malley, le conseiller américain de Bill Clinton expliquant que ce que racontait Barak était faux, dans la presse française, notamment dans *Le Figaro*... Pour les gens qui s'intéressent à cela, on savait quand même depuis très longtemps qu'il y avait un décalage énorme entre ce qu'on a dit et ce qui s'était réellement passé à Camp David.

Il est vrai que les journalistes français couvrent moins la bande de Gaza que la Cisjordanie, mais c'est aussi dû au fait qu'il y a eu beaucoup plus d'événements médiatiques ces derniers temps en Cisjordanie que dans la Bande de Gaza, avec, notamment, le fait qu'Arafat était en Cisjordanie et que les pressions et les attaques israéliennes s'y concentraient.

Jean-Christophe Ploquin

Je voudrais donner un exemple où nous essayons d'équilibrer : concernant les trois victimes de l'attentat à la bombe chez un marchand de glaces, la grand-mère, la mère et la petite-fille, nous avons présenté le même jour cette histoire, en détaillant un peu leurs itinéraires, et l'histoire d'une Palestinienne qui était morte à un *check point* parce qu'elle avait besoin d'insuline et qu'elle n'a pas pu en prendre, les soldats lui ayant interdit l'accès pendant vingt-quatre heures. Dans le premier cas, toutes les informations étaient dans la presse israélienne, et, dans le cas palestinien, notre reporter est allé dans le village et c'est là qu'il a découvert cette histoire, c'était plus difficile.

Concernant le commentaire, je crois que l'on est toujours à la recherche de l'équilibre entre celui-ci et le reportage. Trop de commentaires tue le commentaire aussi, et il faut l'utiliser au bon moment pour en garder la force.

Je note cette interpellation sur le fait de faire connaître ceux qui se battent pour la paix : je pense que si les médias doivent être de temps en temps militants, c'est dans ce sens-là.

Introduction (après-midi)

Christian Dauriac

Directeur du projet numérique de France 3

Ce matin, les événements du Proche-Orient ont surtout été traités sous l'angle de la manière dont l'information a été recueillie, traitée et développée sur place et, cet après-midi, nous allons nous intéresser à la manière dont les choses se sont passées en France, toujours avec le même regard : nous ne ferons pas un débat polémique, mais nous examinerons la manière dont la presse a travaillé et dont elle a été jugée par ses lecteurs, comment le débat s'est installé dans la société française, avec des manifestations de « judéo-phobie » et des manifestations hostiles à l'égard de la communauté musulmane.

Les médias ont été interpellés de la même manière qu'ils l'ont été sur le traitement des événements au Proche-Orient : les fractures dans les Rédactions se sont posées à peu près de la même façon.

Nous allons aborder, à travers la pratique professionnelle des journalistes, la manière dont on a traité ou pas traité, suffisamment tôt ou suffisamment tard, ces événements qui ont marqué, et continuent de marquer, la société française dans son ensemble.

Autour de la table, se trouvent Bernard Abouaf, qui représente Radio Shalom ; Michel Samson, correspondant du *Monde* à Marseille et qui a eu à traiter, parce que c'est certainement l'une des villes de France où les deux communautés sont le plus fortement représentées, non seulement ces questions, mais aussi la manière dont les lecteurs ou les citoyens interviewés ont réagi ; Henri Amar, médiateur de *La Dépêche du Midi* à Toulouse ; Jean-Claude Allanic, médiateur de France 2 ; Nacer Kettane, directeur de Beur FM. Philippe Labarde, médiateur de Radio France, nous a dit que son expérience de médiateur était trop fraîche pour prendre place autour de cette table, mais que s'il s'avérait que la discussion pouvait être enrichie de ce qu'il pouvait avoir à dire, il était tout à fait prêt à prendre la parole.

Jean-Claude Allanic

Médiateur, France 2

Chaque matin, j'ouvre mon ordinateur, je prends la pile de courrier qui est arrivée par la poste... et je commence à me désespérer. Parfois, j'ai vu le journal télévisé de la veille et je me doute que je vais avoir du

courrier sur tel ou tel sujet et, depuis deux ans que je suis médiateur je sais que je vais avoir l'éternel courrier sur le Proche-Orient. Ce dernier me désespère de plus en plus, car ce n'est pas un courrier adressé au médiateur, mais un courrier de passion où la discussion et le dialogue semblent devenir absolument impossible, ce qui est malheureusement le reflet de ce qui se passe sur le terrain.

Ce matin, lorsque j'ai ouvert mon ordinateur, j'avais beaucoup de choses sur des sujets divers, beaucoup de choses sur le Proche-Orient, une masse importante de pétitions pour les uns contre les uns, pour les autres contre les autres, puis, dans le courrier individuel, deux mails que j'ai apportés, qui sont symptomatiques de ce que je reçois depuis quelques mois, ce qui n'était pas le cas, il y a deux ans.

Le premier mail : *« Salut ! Je suis téléspectateur d'Algérie et je regarde souvent le journal de 20 heures sur France. Je suis scandalisé qu'à chaque fois que vous parlez du Proche-Orient vous dites « terroristes ». Je crois savoir que le mot « terroriste », selon le Larousse, c'est s'attaquer à des civils innocents dans le but de tuer. D'après l'ONU, combattre pour libérer son pays n'est pas du terrorisme. »*

Le deuxième mail : *« En France, depuis deux ans, plus de quatre cents attentats criminels et gravissimes ont été perpétrés par des arabo-musulmans contre des Juifs français repérés par leur kippa, des écoles juives, des synagogues, des autobus. Tout cela a été caché dans votre émission. N'y a-t-il pas là un vrai problème ? On remarquera que pas un Juif n'a été invité dans votre émission, etc. »*

Voilà donc le ton du courrier que je reçois actuellement et, pour moi, ce n'est pas un courrier adressé à un médiateur. C'est un courrier où, de chaque côté, on accuse, ici la télévision et France 2, mais on accuse en fait un peu tout le monde. Cela me paraît absolument sans issue.

J'ai pris mes fonctions il y a deux ans et ma première émission a eu lieu en septembre 2000. Or, en octobre, il y a eu la mort du petit Mohammed, qui a fait couler beaucoup d'encre et où certains ont mis en cause France 2 de manière assez forte. À la suite de cela, j'avais fait plusieurs émissions de médiation qui me paraissaient en être vraiment : nous avons cherché si nous avions vraiment dit la vérité, si nous avions tous les éléments pour faire le reportage que nous avons présenté et en quoi ce reportage nous échappait puisque, après avoir décrit ce que notre correspondant à Jérusalem avait vu, nous avons essayé de voir comment une information était perçue par les uns et par les autres et, également, comment elle était ensuite utilisée par les uns et par les autres.

Depuis cette période, le débat ne semble plus possible. Maintenant, j'essaie d'éviter de parler du Proche-Orient à l'antenne, parce que je sais que cela ne servira pas la médiation, au contraire, cela ne fera que jeter de l'huile sur le feu et c'est donc inutile.

Depuis deux ans, quelque chose d'autre est nouvellement arrivé dans mon courrier : la prise de parole des Musulmans, de France ou n'habitant pas en France, mais regardant France 2 puisque ses émissions sont reçues à la fois dans les pays d'Afrique du Nord et en Israël. Depuis les attentats du 11 septembre, nous recevons du courrier nous disant, d'une part, de ne pas faire d'amalgame entre Islam et intégrisme musulman, entre Musulmans et ce qui se passe en Palestine et en Israël. Ces téléspectateurs, qui auparavant ne s'exprimaient pas en tant que tels, ne se sentant peut-être pas assez intégrés dans la communauté française pour pouvoir prendre la parole, écrivent depuis peu de temps en disant : « *Je suis Français, mais je suis de confession ou de culture musulmane, et je m'exprime sur tel ou tel sujet...* »

Christian Dauriac

Avez-vous le sentiment que ce sont uniquement des groupes de pression, c'est-à-dire que l'on écrit toujours au médiateur en disant : « *Je suis Français et Juif* » ou « *Je suis Français et Musulman* » ; ces messages-là sont-ils majoritaires, ou bien peut-on dire aujourd'hui que ce débat sur le traitement des événements au Proche-Orient, et puisqu'on traite ici les éventuelles conséquences que cela peut avoir en France, préoccupe l'ensemble de ceux qui écrivent habituellement ? Les messages qui sont envoyés sont-ils uniquement des messages de téléspectateurs qui se revendiquent d'une communauté ou de l'autre ?

Jean-Claude Allanic

Sur le Proche-Orient, c'est quasiment toujours des messages qui se revendiquent d'une communauté et beaucoup de messages qui sont organisés. Sur la mort de Mohammed, j'ai reçu beaucoup de courrier me demandant pourquoi la télévision allemande a diffusé un reportage disant que ce n'étaient pas les Israéliens qui avaient tiré, mais les Palestiniens. J'ai fait l'émission de médiation pour aborder le problème franchement, en mettant tout sur la table, nous avons répondu, et cela n'a rien changé : je continue à recevoir le même courrier. J'ai fait une émission pour essayer d'éclaircir les choses, aussi bien pour les téléspectateurs que pour la rédaction – la médiation sert aussi aux journalistes pour rectifier le tir, pour qu'ils ne se laissent pas emporter

par leur parti-pris ou leurs convictions – et maintenant, ma conviction personnelle est que le débat n'est plus possible.

Christian Dauriac

Est-ce une conviction partagée par la rédaction de France 2 ?

Jean-Claude Allanic

Oui, mais comme ils ont sans doute plus d'humour que moi, ils disent que c'est bien car si on se fait attaquer de tous les côtés, c'est que l'on est sur la bonne ligne.

Henri Amar

Médiateur, La Dépêche du Midi

Je partirai du même constat que Jean-Claude Allanic : les lettres que je reçois sont passionnelles, passionnées, parfois aussi passionnantes, par les sentiments qu'elles expriment, mais je ne débouche pas sur les mêmes conclusions. En effet, je pense qu'il y a une salubrité du médiateur dans le fait que cette réception de passion est, d'une part, un exutoire, ce qui est sain, et que, d'autre part, elle met en évidence un certain nombre de perceptions réelles. Même si leur justesse reste à discuter, ces perceptions sont réelles et expriment l'état d'une opinion, à un certain moment, face à un mode d'expression. Il est incontestable, encore une fois, que celui-ci est passionnel et qu'il rejaillit sur l'ensemble des institutions de communication. Il ne faut pas pratiquer la politique de l'autruche et faire comme si cela n'existait pas : il y a, dans l'énoncé de tout ce qui touche au Proche-Orient, pour toute une multiplicité de raisons, une passion dont il faut tenir compte.

Parmi ces raisons, il y a un racisme nostalgique qui s'exerce ou qui a encore des relents à l'encontre de la communauté juive ; il y a le problème de la Seconde Guerre mondiale ; il y a le racisme à l'égard de la communauté musulmane, et il y a également, c'est important, cette ambiguïté de la culture chrétienne, ce vieux fond du christianisme qui n'arrive pas tout à fait, dans son inconscient collectif, à encaisser le fait que le peuple « déicide » ait retrouvé sa terre, qu'il soit installé à Jérusalem, qu'il n'ait plus besoin d'être présenté sur le fronton des synagogues avec le visage bandé... Cela nourrit, effectivement, une perception de message qui est ambiguë. Le pays a des comptes à régler avec lui-même à propos de son colonialisme, avec la Deuxième Guerre mondiale, avec son propre fonds chrétien, et tous ces comptes font qu'il

y a effectivement des perceptions à l'égard de ce contexte, hautement passionnelles. Il y a un problème, et ce problème s'exprime.

Le médiateur reçoit des messages qui ne sont pas des messages de dialogue, mais qui sont des messages d'injures, de passion violente, de rancœur, parfois de haine, et qui n'ont en tout cas rien à voir avec le discours lénifiant qu'est une médiation.

Que faut-il en faire ? Il est d'abord intéressant de tenter de voir quelle est, derrière l'extrémisme de ces messages, la réalité qu'ils peuvent recouvrir. En effet, dans cette dimension complexe, il faut aussi chercher le fond qui existe, pour un regard très aiguisé.

Avant d'être médiateur, j'ai parcouru tous les échelons du métier de journaliste, de grand reporter à rédacteur en chef, en passant par chef de *desk*, et je crois qu'il y a réalité dans la nourriture de base qui est fournie aux journaux et aux secrétaires de rédaction. Cette nourriture de base est celle des dépêches d'AFP et, lorsqu'on peut comparer celles-ci avec celles d'Associated Press, de Reuter, c'est-à-dire les chaînes françaises et les chaînes britanniques, on se rend compte qu'il y a des dissonances très significatives. Même si les choses ont un peu changé récemment, on bâtit une dépêche d'AFP sur des faits concrets : par exemple, le « massacre » de Djenine ou les « représailles » d'Israël. Pendant longtemps, la dépêche a été construite en commençant par le fait et deux lignes à la fin indiquent l'élément causal. Ensuite, il y a des « suivis » et on voit, dans la construction de cette information, se diluer peu à peu l'élément causal. Il est vrai que l'on n'en finit plus de chercher la cause et l'effet tellement les éléments s'imbriquent pour aboutir à une sorte de violence folle dont il faudra bien sortir un jour et par la solution politique. Cette information, construite de cette manière, marque de façon insidieuse des responsabilités focalisées d'un seul côté. C'est un problème, et si c'est reproduit de cette façon, ce n'est pas satisfaisant. Je regrette que Mireille Le Maresquier ne soit plus là, car il faut parler en face aux gens auxquels on reproche quelque chose. Or, France Info fonctionne en boucle et, pendant longtemps, ces informations fonctionnaient de la manière suivante : à 6 heures du matin, on entendait que « *les troupes israéliennes sont entrées à Djenine ; la veille un attentat avait provoqué la mort de quinze personnes à Tel Aviv.* » ; à 7 h 15, les morts de Tel Aviv ont disparu et on a seulement la relation du fait momentanée. Cela s'est redressé ces temps derniers, ce qui n'est pas un hasard. L'aspect global de l'information, l'aspect minimal de la relation cause/effet disparaissait : c'est perçu d'une façon négative par une certaine catégorie de la population à laquelle s'adressent les médias qui, elle aussi, est passionnelle.

On va avoir la même chose de l'autre côté de la barrière, du côté de la communauté musulmane. On aboutit ainsi à ces durcissements de comportement qui entraînent, et ont entraîné, des raidissements d'une communauté à l'égard de l'autre. C'est un problème auquel nous avons voulu nous attaquer.

Face à des demandes de protestation, *La Dépêche du Midi* a ouvert une tribune. Il était curieux de constater que toutes les protestations qui s'énonçaient fiévreusement avant que cette tribune ne soit ouverte, ont disparu, comme si cela n'avait aucune espèce d'importance de dire les choses.

Philippe Labarde

Médiateur de Radio France

Je débute dans ce métier que mes collègues exercent avec brio depuis très longtemps. Ce que j'ai entendu m'a intéressé, mais ne m'a pas totalement convaincu non plus. De mon point de vue, le médiateur n'est pas un « bœuf-carottes » : ce n'est pas quelqu'un qui va voir les journalistes pour voir s'ils ont bien fait leur travail ! Il a déjà un rôle bizarre parce qu'il est payé par la maison dont il est médiateur : c'est un rôle extraordinairement ambigu puisqu'il est à un tiers dehors et deux tiers dedans. De mon point de vue, c'est toute la posture journalistique de ces dernières années qui est mise en cause et si le médiateur a un but, le véritable problème qu'il a, ce n'est pas du tout d'arbitrer, parce que, au fond, il n'était pas là. En revanche, si le médiateur sait expliquer quelle est la posture du journaliste, de quel endroit il parle, quelles sont ses sources, comment il travaille, s'il fait des citations complètes, en donnant tout, c'est-à-dire, s'il fait du journaliste non plus cette espèce de « machin » qui dit les choses, qui les a vues, qui les affirme, qui parfois juge, mais parfois commente, mais simplement quelqu'un qui fait un métier très délicat et qui donne des éléments sur les conditions dans lesquelles il les fait, alors, de mon point de vue, le médiateur est dans son rôle.

Michel Samson

Correspondant du Monde à Marseille

Je vais réfléchir sur cette question de la posture que Philippe Labarde vient d'aborder et qui est celle, me semble-t-il, sur laquelle nous devons d'abord réfléchir. Je vais prendre deux exemples qui se sont passés à

Marseille, en mars et avril derniers : le premier est un problème théorique et le deuxième est une question presque physique et de posture.

La question théorique s'est posée pour moi à propos du retour sur l'incendie d'un jardin d'enfants juif dans le Nord-Est de Marseille. Cela a lieu en octobre, *Le Monde* fait trop court sur cette affaire, d'autant que je ne suis pas là. Depuis que cela s'est passé, je me dis, en accord avec ma rédaction, qu'il faudra que nous y revenions. Effectivement, on y revient, avec l'idée de savoir ce qui s'est passé depuis, comment les enfants ont vécu le fait que leur école ait brûlé, comment les « tatas » – les enseignants de jardin d'enfants, à Marseille – ont géré cela avec les parents, etc. Les membres de la communauté juive, à Marseille, écoutent les radios israéliennes, leur téléphonent, etc. Les gens de la communauté musulmane écoutent aussi, de leur côté, des radios de l'autre côté de la Méditerranée. Ces univers me sont assez étrangers puisque je ne suis ni Juif, ni Musulman, et je ne vis pas dans ces mouvements-là. Ces tensions font que l'accès aux sources est difficile : pas seulement ce que je vais écrire, mais ils n'ont pas envie de me voir parce que je vais leur poser des questions qui les ennuient. Par exemple, les gens du Centre social de Frais Vallon, une cité située à proximité du jardin d'enfants et dont la rumeur courait que les responsables de l'incendie y habitaient, avaient oublié l'histoire, n'avaient rien à dire... C'est la même chose pour les gens du jardin d'enfants, car tout le travail des tatas a été, non pas de nier les faits, mais de gérer cela et elles n'avaient pas envie de parler de cela. Quand je fais l'article, celui-ci est à peu près « propre », mais il est inséré dans l'idée que tout le monde sait ce qui s'est passé : ce sont les jeunes de la cité qui ont mis le feu... mais moi, je ne l'ai pas dit et personne ne le sait ! Je ne dis pas que ce n'est pas eux, mais je n'en sais rien : la police ne disant rien, le Parquet ne disant rien, le Centre social ne disant rien, les tatas du jardin d'enfants ne disant rien, je raconte proprement les choses, mais une partie du sens m'échappe puisque, comme chacun sait, lorsqu'on écrit un article, 50 % du sens est donné par le journaliste et 50 % par le lecteur. Cette affaire est donc complexe et rend l'accès aux sources et la gestion de celles-ci extrêmement délicats. Mais si je dis au *Monde* que je vais écrire un article dans lequel il apparaîtra bien que l'on ne sait absolument pas qui a commis cet acte, je ne suis pas certain que cela soit très passionnant ! La question n'est pas que ce soit lié au Proche-Orient, c'est comment c'est lié. Raconter juste les faits est très dangereux parce que cela laisse entendre que les lecteurs comprennent absolument tout ce que l'on dit alors qu'ils lisent toujours avec leur propre grille et, tant que l'on n'a pas démonté cette grille, c'est elle qui préexiste. C'est

une première difficulté : intellectuellement, est-ce que ce que j'écris prouve ce que je pense ?

La deuxième question, presque physique, concerne la posture. Le 30 mars, à 7 h 15, le journal me téléphone pour me dire qu'une synagogue avait brûlé le matin. Il faut trouver où c'est, ce qui n'est pas si simple que cela : maintenant, il y en a beaucoup et celle-ci n'était pas très connue ; 600 familles y allaient, dans les quartiers Est de Marseille, dans une zone mi-maraîchère, mi-grands immeubles. Nous la trouvons et il y a une quarantaine d'hommes, parmi lesquels le trésorier de la synagogue qui a brûlé ; il est 7 h 45, il n'y a pas de caméra, seulement un journaliste de radio, un photographe et un autre journaliste de presse écrite ; on me raconte ce qu'est cette communauté, puis le maire de secteur arrive... Le premier article, dicté à 9 h 15, ne pose pas de problèmes. Les problèmes arrivent après, avec dix caméras, sept radios, des journalistes de presse écrite, etc. Puis, il n'y a plus seulement une quarantaine de personnes, mais 100, puis 200 personnes, toute la communauté ; en fin de matinée, il y a un monde fou ! Dans cette communauté, profondément blessée, commencent à apparaître deux types de phénomènes : un phénomène de rejet de la presse en général et, rapidement, des attaques contre moi en tant que représentant du *Monde*. Dans ce cas, on se trouve dans une posture physique très étrange : alors que je viens entendre la douleur d'une communauté blessée, je suis obligé de faire un meeting, un débat contradictoire... De plus, je ne connais pas les arguments qui sont développés parce que je ne suis pas spécialiste du Proche-Orient et les gens sont très informés de tout, dans le détail. Cela est tout à fait défavorable au récit, par empathie, de la douleur d'une communauté. Les journalistes se retrouvent en groupe et, lorsque les journalistes se retrouvent en groupe, ils ont deux réflexes : ils considèrent que tous les autres sont des cons et ils n'écoutent pas les autres et, au bout de deux heures, ils finissent toujours par parler de réduction de temps de travail, de hiérarchie, de salaire, etc. et, pendant ce temps, les gens pleurent à côté !

Ce n'est pas du tout un gag parce que, toute la journée, je me suis demandé que faire. Ce n'est pas forcément facile parce qu'on ne peut pas non plus se couper de la corporation en faisant le cynique, parce qu'on a besoin d'être en groupe.

On se trouve pris dans une mécanique, dans une mise en cause, dans une mise en scène de soi-même que l'on n'a pas choisie et qui empêche de faire son travail. Le conflit du Proche-Orient m'a donc posé ce type de problème, sur deux événements et l'on en revient toujours à la même question : comment rendre compte des faits ?

Nacer Kettane

Président de Beur FM

Dès 1982 et l'invasion du Liban par Israël, nous avons eu une démarche de dialogue. J'avais moi-même invité les gens des radios de communautés juives à s'exprimer sur notre antenne. Nous sommes tout à fait à l'aise pour parler des choses et il est vrai que, dans ce domaine comme dans d'autres, nous sommes à la fois objets et sujets. Sur notre antenne, le Proche-Orient occupe une large place, à la fois par nos invités, nos plateaux, nos rencontres avec les auditeurs. Dans les derniers mois, l'élection présidentielle avec Le Pen et le Proche-Orient ont constitué les gros morceaux.

Il est difficile de parler de la guerre du Proche-Orient en France parce que cela touche à pas mal de choses. On ne peut pas faire une lecture univoque des événements et ne faire qu'une seule grille d'analyse. J'en veux pour preuve l'opprobre actuelle dont est couvert Daniel Mermet et j'en profite pour le saluer, ainsi que pour saluer la courageuse pétition lancée par Reporters sans Frontières, car je considère que c'est un excellent journaliste et je ne comprends pas trop l'acharnement dont il est victime.

En ce qui concerne cette situation au Proche-Orient, il y a les mots, les images, et la manière dont c'est reçu. Concernant les mots, la revue *Médias* a fait un dossier sur le Proche-Orient avec un article intitulé « Les mots qui fâchent » qui se conclue en disant qu'il est extrêmement difficile de traiter cette question. Pour notre part, nous ne traitons jamais les Palestiniens de « terroristes » : ce sont des combattants, des gens qui luttent pour une indépendance, ils sont colonisés et, d'un point de vue éditorial, nous considérons que le premier des terrorismes, c'est d'occuper un pays et de l'empêcher d'avoir accès à son indépendance et à son autonomie.

Concernant le mot Tsahal, qui désigne l'armée d'Israël, appeler une armée par un nom familial, c'est lui donner une connotation un peu familière, voire amicale, et quelque part la dédouaner de son entreprise meurtrière. Donc, en ce qui nous concerne, nous l'appelons purement et simplement « armée israélienne ».

Quand Israël mène un certain nombre d'actions dans les Territoires occupés, il mène des « représailles », mais les combattants palestiniens, quant à eux, n'ont pas le droit de mener de représailles. Là aussi, il y a deux poids, deux mesures.

Les « colonies », ce sont des gens qui occupent le territoire palestinien. On parle d'« implantations » pour essayer d'adoucir le mot

« colonie », mais même le mot « implant » signifie bien un corps étranger un phénomène violent et douloureux.

Notre Bible à tous, ce sont les dépêches AFP, mais lorsqu'il y a des morts ou des violences, nous donnons la source israélienne et nous essayons aussi de donner la source palestinienne lorsque nous parvenons à l'obtenir : souvent, les chiffres ne sont pas les mêmes.

Nous avons un rôle éminemment pédagogique. Nous sommes au centre d'une tourmente et, sur notre antenne, il n'est pas exceptionnel que des gens s'expriment en disant que « *les Juifs dominant le monde, constituent un lobby, sont partout, etc.* ». Par rapport à ce genre de manifestation verbale, notre ligne est d'aller contre ces affirmations qui sont des réflexions qui cultivent des manifestations antisémites pouvant avoir des répercussions très graves dans le pays. Nous sommes donc intraitables : nous les accueillons, mais nous les transformons et leur opposons une fin de non-recevoir à travers une explication. Concernant la nécessité d'avoir ce dialogue, nous avons organisé de très nombreux rendez-vous avec Radio Shalom, nous avons eu de multiples duplex, des rencontres au Centre Rachi, nous avons fait des émissions d'hommage à Itzak Rabin, etc. Nous ne cessons de réaffirmer le nécessaire dialogue entre les communautés, tout en disant qu'il y a une réalité au Proche-Orient mais que, d'abord, c'est une guerre qui se tient à des milliers de kilomètres et que, avant tout, nous devons nous parler ici pour faire en sorte que ces passions qui ont lieu au Proche-Orient ne rejaillissent pas sur nos communautés respectives.

Christian Dauriac

Êtes-vous systématiquement suivis ou bien sentez-vous, de la part d'une partie vos auditeurs, un rejet et une demande d'être beaucoup plus radicaux dans vos positions ?

Nacer Kettane

Sur le plan du verbe, nous sommes suivis : le gros de la communauté nous suit sur cet apaisement, même si, à la marge, des gens continuent d'exercer leur violence verbale. Le sentiment fondamental est qu'il y a deux poids, deux mesures, une injustice : c'est profondément enraciné et cela fédère tous les Musulmans de France, qu'ils soient Berbères, Turcs, etc.

Le troisième aspect de notre rôle pédagogique est d'informer aussi sur la réalité des pays arabes et sur ce qui est dit comme étant la « démocratie israélienne ». Nous essayons de faire des émissions sur le fait que les pays arabes de la région ne sont pas, malheureusement, des

exemples de démocratie et que, souvent, ils manipulent la cause palestinienne à leurs fins. Nous démontrons aussi que la démocratie israélienne qui est louée partout connaît des imperfections : Israël est un pays comme un autre, qui connaît ses tortionnaires, qui connaît ses pacifistes. Il suffit d'aller à Jaffa pour entendre les Arabes israéliens vous raconter comment ils ne peuvent pas avoir accès à certains métiers, comment ils sont en situation d'inégalité concernant la scolarité, comment ils ne peuvent pas acheter de la terre ou du logement... On avance un certain nombre de choses de ce point de vue et, surtout, nous faisons se parler, à travers leurs relais en France, des gens qui travaillent en direction de la paix.

Nous sommes une interface entre les répercussions du conflit et l'actualité du comportement de nos différentes communautés en France. J'ai assisté à certains débats, à France Télévision ou ailleurs, où des mots utilisés sont très difficiles à entendre : par exemple, j'ai entendu le Président du CRIF traiter les jeunes Maghrébins de France de terroristes ! Dans une ambiance d'amalgame, alors que l'époque est aux Ben Laden, au terrorisme, à l'intégrisme, etc., c'est porteur de choses extrêmement violentes. Les jeunes Maghrébins de France ne sont pas plus terroristes que d'autres, Ben Laden n'appartient pas à leur histoire, ils ne l'ont jamais connu et, à mon avis, ils vont l'oublier, si ce n'est déjà fait. Leur histoire, c'est Djamel Debouz, Zidane, Lââm... des gens dans lesquels ils se reconnaissent. Qu'un représentant de la communauté juive brandisse de tels mots en direction des jeunes Maghrébins est très dangereux, car on utilise-là un mot qui, tous les jours, est sanctionné par la mort et la terreur.

Il est vrai que, de l'autre côté, il y a des actes de vandalisme, que l'on doit condamner et que l'on a condamné sur notre antenne, comme les actes contre les synagogues. Mais là aussi, il y a deux poids, deux mesures car, en Europe, il y a eu, en même temps, un certain nombre d'actes anti-musulmans, contre des mosquées, des boucheries musulmanes, etc. Or, ces exactions, hormis dans *Le Monde* qui les a mentionnées, n'ont pas eu l'écho que les autres exactions ont eu. On n'a pas eu d'échos non plus, par exemple, sur le rapport de la Commission consultative des Droits de l'Homme, tout récent, qui démontre que jamais, en France, il n'y a eu autant d'attentats anti-Maghrébins et de bavures contre les gens d'origine maghrébine.

Pour conclure, je dirais que nous avons un rôle éminemment pédagogique, même si nous sommes sur des positions clairement affirmées, mais il ne doit pas y avoir d'escalade : on ne doit pas toucher aux lieux de culte, aux personnes privées. C'est quelque chose que nous

dénonçons. Mais dans la relation identitaire à ce conflit, pour le Maghrébin de France, ce conflit du Proche-Orient procède quelque part – même de façon irrationnelle parce qu’aucun d’entre eux n’irait vivre au Proche-Orient, comme aucun Noir américain n’irait vivre au Sénégal ou au Zaïre ou aucun jeune Arménien de la quatrième génération n’irait vivre en Arménie – de leur construction identitaire en tant que citoyens français.

Jérusalem est le quatrième lieu de l’Islam et, dans l’irrationnel musulman, c’est une référence. Le combat du peuple palestinien est monté, dans son exemplarité, à travers les jeunes qui se battent et mes gens s’identifient à cela. Il faut, me semble-t-il, le vivre de façon tout à fait paisible, dans des communautés qui sont françaises. Le fait de se référer à ce genre de symbole ne doit pas constituer un symbole, en les désignant du doigt comme du communautarisme : vouloir vivre sa communauté dans la laïcité, dans la République française est quelque chose à encourager et ce n’est pas être communautariste que de vouloir le demander. Le communautarisme, c’est le Liban, où on collectionne dans un Parlement des Druzes, des Maronites, des Chrétiens, etc. pour faire une représentation politique.

Je pense donc que l’enjeu des prochains mois et des prochaines années va être de parvenir à la construction de cette mosaïque de communautés que représente la France, avec chacun ses référents, en se positionnant comme citoyen français fort de son vécu démocratique, de sa tradition d’humanité et de solidarité, tout en affirmant des choses claires dans lesquelles il n’y a pas deux poids, deux mesures. Je pense que c’est, y compris avec les autres communautés, la seule voie possible parce que nous sommes dans une communauté d’existence, une communauté de destin qui est la France et nous n’avons pas toutes les clefs pour résoudre un conflit qui se déroule à des milliers de kilomètres : c’est aux gens qui sont sur place de trouver leur propre solution, juste et durable.

Christian Dauriac

Comment cela se passe-t-il à l’intérieur même de la radio ? Cela fait-il l’objet de quelque chose d’écrit ? Y a-t-il une charte ou une note de service dans laquelle on dit : « *On ne dit pas de mal des Juifs ?* »

Nacer Kettane

Il y a une charte de la radio, des rendez-vous quotidiens, on traite de tel ou tel aspect, et les gens connaissent les mots un peu « proscriptions » et qu’eux-mêmes n’utilisent pas. Nous avons souvent des débats, de

façon ponctuelle mais aussi sur la ligne générale et, spontanément, les choses sont traitées comme on l'a défini dès le départ.

Bernard Abouaf

Radio Shalom

Notre ligne éditoriale n'a pas changé avec les événements. Au niveau de la sensibilité, par rapport à tous les gens qui ont participé au mouvement de la paix, nous ressentons quand même une très grosse déception concernant Yasser Arafat. Personnellement, j'ai cru à quelque chose avec Yasser Arafat ; je crois toujours que c'est un partenaire, mais je suis très échaudé. Il a commis une double erreur : d'une part, croire que Sharon et Barak, c'est la même chose, et tout le monde est en train de le payer et, d'autre part, penser qu'ils pouvaient faire la même chose qu'au Liban, trois ou quatre attentats suffisant pour faire effondrer la société.

Michel Samson, du *Monde*, disait précédemment qu'il était difficile dans une situation comme celle qu'il a vécu après l'incendie de la synagogue de Marseille, qu'il était difficile, dans de telles conditions, d'entendre la douleur exprimée. Or, ce qui lui est arrivé, c'est précisément d'entendre cette douleur car on ne peut pas demander à la vraie douleur d'être sentée et sereine. Lorsque les gens sont face à une synagogue qui a brûlé, qu'ils aient tort ou raison, ils ont l'impression de porter des milliards de choses sur la tête et, notamment, ils ont l'impression d'avoir tous les médias français contre eux.

Je trouve complètement stupide d'agresser un journaliste et de développer à nouveau un système clanique, mais « entendre la douleur exprimée », c'est effectivement aller sur un lieu où il s'est passé quelque chose et où les gens en veulent aux médias. Pensez que José Bové est entré en prison comme un héros national alors que c'est quelqu'un qui a osé dire vingt fois que c'était l'État d'Israël qui brûlait les synagogues en France. N'importe qui sait qu'il y a trois catégories de personnes qui brûlent les synagogues dans les banlieues : ce que l'on peut appeler « la racaille », les islamistes et l'extrême droite.

Quand Nacer Kettane dit qu'à Beur FM on ne dit jamais « terroristes » parce que ce sont des « résistants », quelqu'un qui met une bombe dans un autobus, qu'il ait raison ou qu'il ait tort, c'est un salaud ! Quelqu'un qui se débat pour défendre sa terre, qui fait sauter un pont, qui tue des soldats, c'est normal. Alain Finkielkraut a parfois tort, mais il a raison lorsqu'il dénonce que, sous prétexte de rentrer dans une cause que l'on considère comme juste, celui qui est porteur de cette cause a raison, a

priori. Or, cela ne se passe pas comme cela parce qu'on peut aussi être du côté des pauvres, des malheureux et des victimes et avoir des comportements de salaud. Sur ce point, je ne suis pas d'accord avec Nacer, et nous avons même fait une émission en même temps sur cette question, sur nos deux antennes.

En revanche, vous serez surpris de savoir que je peux être d'accord avec lui sur des choses qui, pourtant, sont des icônes pour nous. Par exemple, je pense qu'Itzak Rabin a fait beaucoup d'erreurs.

La guerre est un moyen inacceptable ; dans la guerre, il y a forcément des gens qui meurent, et s'il y avait un vote pour mettre la guerre, dans son ensemble, hors-la-loi, je voterai. Quand Ted Turner, le fondateur de CNN, qui est en quelque sorte la voix de l'Amérique, dit : «*Il y a du terrorisme des deux côtés*», je ne peux pas l'accepter. Celui qui a déclenché l'opération de Djenine, c'est un Palestinien qui est entré dans l'Hôtel Park à Natanya et qui a tué en une seconde 22 vieillards qui participaient à une soirée de Pâques : à quel monde appartient ce type pour avoir pu faire une chose pareille ? Sous prétexte qu'il est mort aussi, ce serait un martyr ? Un martyr, ce n'est pas quelqu'un qui assassine 22 vieillards qui sont à une table de Pâques !

L'une des raisons pour lesquelles les gens interpellent ensuite les journalistes, c'est qu'ils ont l'impression que, sous prétexte de cet amalgame, ce sont eux les conducteurs de chars pour les gens qui regardent la télévision. Les gens le vivent comme ça.

Christian Dauriac

La déclaration exacte de Ted Turner est la suivante : «*Les Palestiniens se battent avec des kamikazes, c'est tout ce qu'ils ont. Les Israéliens ont l'une des plus puissantes machines militaires du monde. Les Palestiniens n'ont rien. Qui sont les terroristes ? Je dirais que chaque partie est impliquée dans le terrorisme.*» Il faut préciser que CNN a publié un communiqué dans lequel elle se désolidarise de son fondateur. Cela ne me semble pas si éloigné que cela de ce que vous dites !

Bernard Abouaf

Je dis qu'il y a des terroristes et des salauds des deux côtés, mais je ne dis pas que la politique de l'État d'Israël est une politique de terroristes. Le problème, c'est qu'à chaque fois que l'on essaye de dire quelque chose sur ce sujet, on vous met dans une catégorie qui est forcément la mauvaise : si je dis que, pour moi, Djenine n'est pas un «*massacre*» parce que, pour moi, cela ne correspond pas à la définition de ce mot, on va m'accuser d'être content de ce qui s'est passé à Djenine !

Échanges...

Philippe Labarde

Lorsqu'on parle de « posture » et des difficultés de faire le métier de journaliste, si on expliquait aux gens ce que nous a dit Michel Samson – la difficulté de trouver des sources fiables, de ne pas se laisser aller à l'émotion... – ils auraient une autre attitude vis-à-vis de nous et nous ne recevions pas les lettres que nous recevons. La médiation, ce pourrait être cela : redescendre aux côtés des gens. Le débat sur le mot « terroriste » n'est pas né, il y a deux ans, avec l'Intifada : cela fait 100 ans que l'on parle des « terroristes » et des « non terroristes », que l'on débat de la légitimité du terrorisme qui est la réponse traditionnelle du faible au fort et, au-delà, de sa légitimité morale. Ce débat n'est ni récent, ni lié uniquement à ce conflit, il est de tous les temps, dès lors que les circonstances historiques créent un affrontement entre forts et faibles.

Michel Samson

Nacer Kettane et Bernard Abouaf ont exprimé ce que j'appellerais un point de vue d'éditorialistes. Non pas que les questions d'éditorialistes ne soient pas importantes, mais ce ne sont pas les mêmes que le récit d'un événement qui s'est passé à Marseille ! Lorsque vous évoquez l'attentat qui s'est passé dans tel lieu de Tel Aviv, vous n'y étiez pas. Moi, je raconte la synagogue sous mes yeux. Ce n'est ni bien, ni mal, mais ce sont des postures différentes. J'essayais d'expliquer que rendre compte de la douleur des gens est mon souci essentiel et que, en parlant d'autre chose, je me trouvais dans la posture de ne pas pouvoir faire ce métier-là : rendre compte, justement, de la douleur des gens, parce qu'ils me prenaient à partie sur un autre problème. Le fait d'être pris à partie ne me pose, en soi, aucun problème, car j'en ai l'habitude et c'est devenu une posture obligée pour la simple raison que le nombre, le groupe de journalistes, le nombre de caméras, etc. agressent tout le monde : les journalistes qui couvraient AZF à Toulouse ont été pris à partie, je suis pris à partie un jour sur deux par les grévistes CGT, etc. Le problème n'est pas là : il réside dans le fait que si je réponds moi-même à la prise à partie, je ne suis plus dans la posture de pouvoir exercer mon métier correctement.

D'autre part, Bernard Abouaf a énuméré trois catégories de personnes susceptibles d'accomplir ces exactions. Ce ne sont pas des « petits actes ». Il ne fait pas de doute que ce sont des actes antisémites et, pour moi, établir qui l'a fait reste pour moi une tâche importante de

journaliste. Je suis d'accord que ce doit être plutôt l'une de ces trois catégories, mais, pour l'instant, je ne sais toujours pas qui a mis le feu au jardin d'enfants où je suis allé. Cela pose un problème car je pense qu'ils serait bien de dire à mes lecteurs : « C'est telle personne, à tel âge, pour telle raison ». Cela, je ne l'ai pas fait et le conflit n'aide pas à le faire.

Christian Dauriac

Bernard Abouaf peut-il nous dire s'il a l'impression d'être unanimement suivi par ses auditeurs sur ses positions ?

Bernard Abouaf

Non, je me fais beaucoup « engueuler » ! Mais les gens qui m'écoutent ont le sentiment que j'ai une vraie compassion pour ce qu'ils vivent. J'ai interrogé Charles Enderlin sur son livre et il est vrai qu'il doit recevoir un courrier monstre ! Je lui ai d'ailleurs demandé s'il trouvait normal qu'un kamikaze soit interviewé, qu'il fasse des conférences de presse, comme s'il était un champion de la Coupe du Monde ? Ceci étant, je faisais mon travail de journaliste parce que j'étais d'accord avec Charles Enderlin sur le fait qu'il fallait l'interviewer. Cela m'intéresse de savoir ce que pense un kamikaze. J'ai reçu quelques coups de téléphone, à la suite de cela. Concernant le petit Mohammed, j'ai dit à Charles Enderlin qu'il y avait des images alternatives et que certains étaient à d'autres conclusions que la sienne sur l'origine du tir : personne, pensant normalement et de manière équilibré, ne peut croire qu'intentionnellement les Palestiniens ont tué Mohammed ; en revanche, il est tout à fait possible que, dans un échange de tirs, les balles soient venues du côté palestinien.

Il faut comprendre que les Juifs de France – ou les Français juifs, c'est un autre débat... – ont de la famille directe en Israël : des enfants que l'on a envoyé à l'école, des parents qui prennent leur retraite, c'est le frère parti en Israël lorsqu'on a quitté le Maroc et que l'on est soi-même venu en France... Je voudrais dire aux médiateurs, aux journalistes, que c'est une vraie souffrance pour eux.

Jean-Claude Allanic

Sur le kamikaze, j'ai failli passer une image assez forte à l'antenne : il était blessé et les Israéliens ont utilisé un petit robot, pour des raisons de sécurité que l'on peut comprendre, mais l'image était particulièrement choquante. Initialement, j'avais fait un montage, que je n'ai pas passé à l'antenne, où l'on voyait ce kamikaze tiré par un petit robot et une autre image où on voyait un Palestinien considéré comme « traître », tiré par

une voiture. Je voulais utiliser ces deux images pour montrer que la violence était partout, que le conflit était complexe et que ce n'était pas simplement un débat politique français. Ensuite, je me suis aperçu que c'était le même kamikaze que celui qui était interviewé par Charles Enderlin sur son lit d'hôpital, et la question que s'est posée la rédaction – et que je m'étais également posée à travers le courrier des téléspectateurs – est celle de savoir s'il fallait passer cette interview. La remarque de Bernard Abouaf est intéressante car, selon les téléspectateurs, l'interview est perçue de deux manières : soit ils disent que c'est scandaleux de donner la parole à ce terroriste et c'est une preuve que France 2 soutient le camp palestinien, soit ils disent que c'est scandaleux parce que cela permet de soutenir le camp israélien, car le kamikaze disait qu'il regrettait de ne pas avoir réussi son attentat, de ne pas avoir été tué car, si cela avait été le cas, il aurait gagné le paradis pour un certain nombre de personnes de sa famille... Donc, la même interview peut être ressentie comme glorifiant un acte terroriste pour certains et comme anti-musulmane pour d'autres, réduisant l'Islam à quelques excités fanatiques, dangereux et superstitieux.

Concernant la mort du petit Mohammed, on a fait un reportage sur France 2, à la suite duquel une commission de l'armée israélienne a dit que nos conclusions étaient fausses. Plus tard, un reportage de la télévision allemande a dit que notre version était fautive. J'ai invité Charles Enderlin dans l'émission du médiateur et on a repris les termes qui avaient été utilisés : France 2 a estimé que les tirs venaient de positions israéliennes, en ne disant jamais que c'était l'armée israélienne. Puis, il y a eu la thèse officielle de l'armée israélienne, qui a été rapportée dans un reportage de France 2. Nous avons aussi expliqué qu'il y avait d'autres prises de positions disant que si l'on faisait tel schéma, le tir pouvait venir d'ici ou de là... Nous avons donc montré toutes les pièces du dossier. Mais notre correspondant estime qu'en l'état actuel des choses, il a donné toutes les positions des uns et des autres, et que lui pense, d'après ce que l'équipe de France 2 a vu sur place, que les tirs venaient « du côté » des positions israéliennes – il n'a pas dit et on n'a aucune preuve que c'est un soldat israélien qui a tiré. Voilà ce que l'on dit et nous n'avons aucune raison de rediffuser un reportage de la télévision allemande qui n'est pas forcément plus objectif que ce que nous avons pu dire.

Enfin, j'attire l'attention des journalistes, et j'insiste beaucoup, sur le fait qu'il faut faire très attention au vocabulaire utilisé. Quand José Bové est allé voir Yasser Arafat, je suis intervenu pour contester l'utilisation, le concernant, des termes « militant pacifiste » : il est pour Arafat, il défend la cause palestinienne, c'est son droit, mais il faut être

clair dans le vocabulaire et simplement dire que « José Bové soutient Arafat ». Dire que c'est la cause de la paix est inexact. À la rédaction, nous sommes arrivés à une sorte de compromis, que tout le monde ne respecte pas, puisque ce n'est pas une obligation : lorsque des civils posent une bombe, c'est un acte « terroriste » ; lorsque ce sont des actes de guerre opposant des militaires ou des forces combattantes, c'est « militaire », de même que lorsqu'il s'agit de « colons », on parle de « colonies » puisque s'implanter dans des endroits où l'on était pas auparavant, c'est bien de la « colonisation ». Je reçois également du courrier sur l'utilisation des mots « Territoires occupés », « Palestine », « Territoires »... je suggère que l'on dise plutôt « Territoires », même si, dans les faits, ils sont aujourd'hui « occupés », mais dans les accords qui avaient été conclus, ils ne s'appelaient pas « Territoires occupés », de même que dans les accords conclus, cela ne s'appelle pas la « Palestine ».

Participant

Ma question est simple. Jean-Claude Allanic, avez-vous vu le reportage de la télévision allemande ARD ? Si oui, pourquoi France 2 ne veut pas le diffuser et pourquoi France 2 refuse-t-elle de diffuser les 5 mn 10 d'images qui restent et qu'elle détient puisqu'elle n'a diffusé que 50 secondes, Charles Enderlin ayant décrété que les 6 mn globales resteraient dans un coffre à Jérusalem ? Je tiens à la disposition de ceux que cela intéresserait la cassette du reportage d'ARD.

Jean-Claude Allanic

Je ne vois pas pourquoi une télévision, quelle qu'elle soit, serait dans l'obligation de diffuser un reportage fait par une autre télévision. Charles Enderlin est venu s'en expliquer dans l'Hebdo du médiateur. On peut aussi mettre en cause, du point de vue de leur objectivité ou de leur parti pris, les personnes qui ont fait le reportage pour la télévision allemande.

Les rushes de notre reportage nous appartiennent. L'armée israélienne a voulu les saisir. Autant que je sache, France 2 a refusé de les soumettre à l'armée israélienne, tout comme, souvent, nous refusons des images à la police française.

Christian Dauriac

Cela me surprend un peu que l'on reproche à la télévision française de ne pas diffuser les reportages des reporters allemands : *a priori*, la télévision française diffuse les reportages des reporters français ! On n'a aucune obligation, dans les pays européens, de diffuser les reportages

des autres pays. Personne ne peut affirmer ce que prouve cette cassette, avant qu'on l'ait vue, et s'il y a un lecteur, cela m'intéresse de la regarder.

Nathalie Gunther

Nous avons organisé à la Maison du Barreau, il y a environ un mois, un débat sur « *La montée de l'antisémitisme. Le rôle des médias ?* » Nous en avons conclu que dans la couverture médiatique des problèmes du Proche-Orient il y avait, d'une certaine façon, et bien que ce n'en soit pas une cause exclusive, une certaine responsabilité dans la remontée des actes antisémites en France, remontée qui, peu ou prou, et quels que soient les chiffres, est me semble-t-il incontestablement reconnue. Nous avons évoqué l'importance des mots dans ce phénomène. Or la première phrase de Nacer Kettane a été de nous parler de l'« invasion » du Liban par Israël : ce mot a une connotation extrêmement grave car je vous rappelle que ces faits s'appellent, en Israël, « Paix en Galilée »... D'autre part, Nacer Kettane a dit que les jeunes de banlieues s'identifiaient à Zinedine Zidane ou Lââm. A-t-il-vu le reportage à la télévision dans lequel on interviewait des jeunes de banlieue disant : « *La meuf à la télé – Claire Chazal –, elle nous chauffe, alors forcément, après on fait des actes antisémites !* » ?

Nacer Kettane

Pour arriver à une argumentation un peu sérieuse, je pense qu'il faut éliminer les excités de part et d'autre.

Participant

Je voudrais d'abord rendre hommage à notre ami José Bové puisqu'il vient de partir dans le cadre d'une mission civile de protection du peuple palestinien dont je suis l'un des coordinateurs. Visiblement, vous ne connaissez pas grand-chose à ce qui se passe dans les Territoires occupés. Il est indispensable de parler de ce que l'on connaît et je pense qu'il est difficile, pour des gens qui n'y sont jamais allés, de parler de la situation là-bas. Comment faire pour combler ce déficit d'information que les médiateurs eux-mêmes doivent ressentir ? Ne pensez-vous pas que présenter le problème, de manière assez récurrente, sous l'aspect d'un conflit entre communautés est totalement faux ? Ce n'est pas un problème de communautarisme qui a lieu actuellement en France, c'est une question de justice. De ce point de vue, ne pensez-vous pas qu'il y a un risque de dérive ?

Jean-Claude Allanic

Les questions me confortent dans l'idée qu'il y a beaucoup de passion et je me dis que, finalement, le médiateur sert quand même à quelque chose ! Au sein de la rédaction, ces problèmes que vous soulevez sont évoqués et le seul moyen, pour un journaliste, de se sortir de ces passions opposées et adverses est de rester sur le terrain qui est le nôtre, celui des faits, de la rigueur et de la distance dans l'information. Lorsque les journalistes vont sur place et rapportent ce qu'ils voient, comment cela est-il perçu par l'opinion française dans sa diversité ? Nous essayons de poser les choses le plus simplement et le plus objectivement possible, en essayant d'éviter l'endoctrinement, d'utiliser les « bons » mots ». Nous avons fait un reportage après un attentat au cours duquel nous avons interviewé des gens dans la rue et une dame disait : « *Il faut tuer tous les Arabes.* » Je me suis interrogé sur le fait de savoir s'il fallait passer à l'antenne ce genre de phrase. Pour certains journalistes, il le fallait car c'est la réalité de cette guerre. Mais, d'un autre côté, lorsqu'on le dit, n'est-ce pas accentuer le racisme, inciter à tuer tous les Arabes et présenter les Israéliens comme des racistes, alors qu'ils parlaient sous le coup de l'émotion. Il faut éviter de lancer les reportages sans qu'il y ait un débat sur le plateau tout de suite après pour expliquer comment il fallait comprendre et interpréter les images.

Michel Samson

Je ne crois pas que l'on puisse dire que l'on rabat le conflit sur les communautés. La question est que les communautés se constuissent avec le conflit. Une « communauté », cela n'existe pas en soi : la communauté juive de Marseille de 2002 n'a rien à voir avec celle d'avant 1962, au retour des Pieds-noirs. La communauté juive de Marseille n'est pas un « en soi ». Pour la communauté musulmane marseillaise, il y a aussi des nouveautés, comme l'apparition d'un courant antisémite que je ne connaissais pas et que je vois apparaître. Ces communautés sont créées, attisées et transformées par le conflit.

Pour le journaliste, c'est un peu compliqué : il découvre. Cela veut dire que ce conflit transforme la réalité sociale en France et c'est un travail pour le journaliste de ne pas considérer qu'il y a des communautés en soi. Et c'est très difficile. C'est extrêmement complexe de savoir ce qu'est une communauté parce que c'est un rapport avec l'autre, un rapport avec des éléments que l'on ne connaît pas soi-même et un monde culturel dans lequel on n'est pas. Ce conflit a transformé le rapport entre les communautés tel qu'il existait avant à Marseille. Cela a changé, en mal ! Et j'espère que cela va changer encore, en mieux ! Ce n'est pas figé et

j'espère qu'en 2004, lors du prochain débat, tout cela sera arrangé. S'il y a la paix là-bas, cela aidera, mais il y a aussi des gens qui agissent pour cela et, notre responsabilité est aussi de rendre compte des actions qui sont menées pour que cela s'arrange.

Ces conséquences transforment assez profondément une ville comme Marseille. Rendre compte du fait que les choses changent et que, en changeant, elles nous changent, qu'étant changés, nous devons en rendre compte d'une façon autre, voilà le plus difficile !

Christian Dauriac

À écouter Jean-Claude Allanic, il apparaît que le public a quand même une influence sur le traitement de l'information. Henri Amar évoquait l'AFP en disant qu'elle avait récemment « redressé le tir », puis en parlant de France Info, il a parlé de redressement en précisant que « *ce n'est pas par hasard* ».

Henri Amar

Le fait de dire et de ne pas taire est thérapeutique. Ce que viennent de dire Jean-Claude Allanic et Michel Samson rappelle le fait qu'il y a des choses dites dans les communautés, des choses fortes qui s'énoncent et se structurent. La politique de l'autruche n'est pas bonne et le rôle de l'informateur n'est pas de cacher les choses ou de les lénifier : notre métier est de dire, à l'instant, les réalités de ce qui se fait, de ce qui s'énonce, dans un corps social et dans un corps national. C'est le rôle formel de la presse de dire les choses et de ne pas les cacher : nous n'érigions pas la guerre entre les communautés, nous disons ce qui, à l'instant, est le fait entre des communautés, généré par une multiplicité de choses.

En deuxième lieu, le rôle aujourd'hui de la presse et de ses lecteurs, de ses « consommateurs » a effectivement changé : ils interviennent plus directement. Il n'est plus le temps où la presse avait un rôle de magister, où disait elle-même, toute seule, ses vérités, demandant à ses multiples lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, d'absorber cette vérité sans rien dire. Comme dans tous les domaines, il y a maintenant une interactivité et le lecteur, l'auditeur, le téléspectateur sont des consommateurs qui exigent de savoir le pourquoi, le comment et l'en dessous des choses. Il ne veut plus être tenu à l'écart de la réalité profonde. Les directions de marketing ont aussi une influence au sein des rédactions : là non plus, il ne faut pas cacher les choses, l'Audimat, les indices de lecture, etc. sont importants pour des organes de presse, dans un univers très concurrentiel. Lorsque les protestations sont très fortes et que, à un certain moment, elles interpellent l'émetteur de l'information, on peut se dire qu'il y a peut-

être un problème et on ne peut pas continuer à se comporter de la même manière en se disant que tous les autres sont des abrutis et qu'il n'y a que nous qui savons ! Ce temps-là est terminé. Il faut aller chercher au sein de la réalité ce qui pose problème. Au-delà de cette dimension qui me semble relever de la simple honnêteté intellectuelle, il y a aussi l'incidence commerciale, de l'Audimat, qui fait qu'à un certain moment, aller à l'encontre d'une vérité et d'un ensemble de ce que peut penser une communauté de gens, n'est pas très bon, pour les ventes et pour la vérité. Cela me semble amener à ce qu'est la vocation d'une médiation : le médiateur est celui dont on a posé qu'il était désormais nécessaire, comme intermédiaire entre le public et l'émetteur de l'information, ce qui déjà est un paradoxe énorme puisque, en principe, un organe d'information ne devrait pas avoir besoin d'un médiateur à l'égard de son informé ! C'est déjà caractéristique d'une dissonance et d'une distorsion dans le rôle de l'information tel qu'il était conçu auparavant. C'est la nouveauté et c'est la raison pour laquelle, à l'exemple de ce qui se passe dans la multiplicité des corps sociaux, se multiplient les personnages de médiateurs : il y a une déficience dans la relation directe de l'information telle qu'elle pouvait se nouer auparavant, dans une simplicité de bon aloi. Aujourd'hui, les choses ne sont plus aussi simples, et cette complexité implique des interventions multiples, de prises de conscience plus fréquentes qu'elles l'étaient auparavant.

Christian Dauriac

Ceci signifie donc que, pour l'AFP et France Info, le tir a été redressé sous l'influence des lecteurs et des auditeurs qui sont intervenus.

Jean-Claude Allanic

Peut-être, mais je ne l'affirme pas. Ce que j'ai constaté, en tant que « consommateur », c'est l'évolution que j'ai décrite.

Participante

Ce conflit existe depuis 54 ans. Depuis un an et demi, il y a un débat dans l'espace public sur la transmission de l'information sur ce qui se passe en Israël-Palestine. Je me demande si ce n'est pas parce que, depuis qu'Ariel Sharon est au pouvoir, les faits et les exactions parlant d'eux-mêmes, les journalistes ne peuvent pas en nier l'existence. Par extension, étant donné que le conflit existe depuis 54 ans, comment se fait-il que pendant toutes ces années, il n'y ait pas eu ce genre de débat dans l'espace public ? Pour ma part, je pense qu'il y a eu un travail de négation de la souffrance du peuple palestinien et, aujourd'hui, cette souffrance est telle

que l'on ne peut pas l'ignorer. Sous couvert de prévenir l'antisémitisme, on veut occulter cette visibilité.

Christian Dauriac

La question n'est pas seulement posée depuis un an et demi. J'ai des souvenirs extrêmement précis remontant à une vingtaine d'années, alors que Sharon n'était pas Premier ministre, mais seulement Général, et c'était l'époque de Sabra et Chatila et on parlait déjà de ce qui s'était passé dans un camp de réfugiés palestiniens. Si l'on veut aller encore plus loin, on doit remonter à 1947, et il y avait eu des articles dans *Le Monde*. Donc, le fait de dire qu'on en parle dans l'espace public depuis seulement un an et demi n'est pas exact.

Jean-Claude Allanic

Avant d'être journaliste, j'ai fait mon service militaire en coopération, comme professeur d'Histoire-Géographie en Algérie. Lorsqu'on étudiait la géographie du bassin méditerranéen, sur les cartes était porté Israël et les élèves m'ont dit qu'Israël n'existait pas : c'était en 1967 ou 1968 et le problème se posait déjà. J'étais déjà sans doute médiateur dans l'âme, c'était leur point de vue, mais il y avait une réalité : Israël avait été reconnu par les Nations Unies ; d'autres contestaient, c'était de la politique et donc, de l'histoire en marche. Il faut distinguer la réalité et la manière dont on souhaite modifier cette réalité.

Jean-Yves Halimi

Le débat est d'aussi bonne qualité que celui de ce matin, avec peut-être l'humour en plus, ce qui n'est pas inutile lorsqu'on parle de sujets graves. Je partirai de ce débat rasséréiné d'avoir entendu les interventions croisées de Bernard Abouaf et de Nacer Kettane. En sortant de l'audience au cours de laquelle j'ai défendu Daniel Mermet, qui a duré près de dix heures et où j'ai été confronté à des associations qui prétendaient représenter la totalité de la communauté juive, je n'avais pas cette impression ! Il y a, dans la communauté juive, des associations très minoritaires et très activistes qui semblent entraîner les institutions représentatives, ou qui se disent telles, de la communauté juive. Pour prendre un exemple, j'ai été confronté lors de cette audience au témoignage de l'actuel président du CRIF, et il se trouve que, pour préparer mon dossier, j'ai été en relation très étroite avec l'ancien président du CRIF, Théo Klein. Dans cet exemple-là, le CRIF étant l'organisation la plus représentative de la communauté juive, tout en l'étant très faiblement puisque cela représente à peu près 6 000 personnes,

membres et sympathisants, pour une communauté qui en compte 600 000. il y a eu semble-t-il un changement d'attitude. Ces organisations, très minoritaires, qui prennent l'initiative de poursuites judiciaires arrivent maintenant à entraîner et à radicaliser une partie de la communauté juive. Je souhaite demander à Bernard Abouaf s'il en est conscient, comment cela se traduit sur l'antenne de Radio Shalom et comment il faut faire pour endiguer ce phénomène. On a beaucoup parlé des mots. La dérive des mots et la dérive du sens des phrases sont le début de l'intolérance : on la trouve au Proche-Orient, avec le dialogue sur le mot « terroriste », mais on la trouve aussi en France lorsqu'on voit la propension très expansionniste que prend le mot « antisémitisme », qui s'empare maintenant de l'antisionisme et qui va même s'emparer de toute critique à l'égard de l'État d'Israël. Il y a là aussi un danger de dérive sémantique qui est un peu le trait d'union entre ce qui se passe au Proche-Orient et ce qui se passe en France. Comment, dans votre radio communautaire, réagissez-vous pour essayer d'endiguer ce phénomène ?

Bernard Abouaf

Concernant Daniel Mermet, je n'ai jamais entendu une seule de ses émissions, je ne suis pas sûr d'être d'accord avec vous, mais je ne sais qu'en penser.

En revanche, sur le second aspect que vous évoquez, le problème est réel : il n'y a plus de gauche en Israël parce que le mandat de la droite, en Israël, est de garder la terre, et le mandat de la gauche est de négocier avec les Palestiniens. Voilà les rôles historiques du Likoud d'un côté et du Parti Travailleuse, de l'autre. À partir du moment où Barak a laissé ce Parti s'effondrer en continuant de négocier, à Tabah, alors que les bus sautaient en Israël, et que, pour des raisons de politique et de carrière personnelle, il a ensuite tout mis sur le dos d'Arafat, il a tué deux fois la gauche israélienne parce que, s'il n'y a plus d'Arafat, il n'y a plus de gauche puisque c'est le rôle de la gauche de négocier avec lui. Théo Klein m'a dit un jour : « Dans une négociation, ce qui compte ce n'est pas de savoir que l'on a raison, c'est de savoir que l'autre croit qu'il a raison et, à partir de ce moment-là, cela devient un fait politique. » Cela ne sert à rien de dire : « Je vais te prouver que j'ai raison ! » C'est comme la personne qui m'a dit tout à l'heure que je ne connaissais pas les Territoires et que je n'y suis jamais allé : j'y suis allé vingt fois ! J'y suis allé avec Lionel Jospin, avec Jacques Chirac, j'y suis allé tout seul ; après le massacre d'Hébron, j'étais à Hébron : les soldats israéliens ne voulaient pas me laisser entrer et c'est un député arabe israélien qui m'a fait entrer dans sa voiture parce

que la zone était zone militaire fermée. Voilà l'anathème : « *Toi, tu es responsable d'une radio juive, donc tu ne vas jamais dans les Territoires !* » Le problème n'est pas de savoir si l'on a tort ou raison, mais c'est de savoir que l'autre croit qu'il a raison.

S'il n'y a plus de gauche israélienne, la communauté juive est très impliquée parce qu'ils ont tous de la famille en Israël. Vivant au diapason de ce qui se passe là-bas, si vous n'avez plus le jeu de contre-balancier, vous avez forcément un mouvement vers la droite. Le problème, c'est l'irrationnel : Ben Ami, un négociateur israélien qui est un homme sincère et qui a vraiment fait des propositions aux Palestiniens, dit qu'il faut « *toujours ramener la raison dans le débat* ».

J'ai participé à la grande manifestation du 1^{er} mai pour faire barrage à Le Pen et, d'ailleurs, avec Nacer Kettane, nous avions envie de faire un petit texte pour dire que nous n'allions plus parler de « communautés », mais que nous allions dire les « minorités ». Lors de la manifestation, il y avait très peu de Juifs et j'ai parlé à un responsable communautaire important qui m'a dit qu'ils ne pouvaient pas y aller parce que « *tous ces gens-là sont contre Israël, contre nous* ». Lorsqu'on en arrive à cela, ne pas pouvoir aller à une manifestation contre le Front National où les slogans étaient « *Plus jamais cela !* », où on faisait évidemment référence à la douleur juive, c'est la preuve qu'il y a un irrationnel. Beaucoup de Juifs de France veulent partir.

Christian Dauriac

Dans une dépêche AFP du 3 mai, titrée « *Des lycéens juifs envisagent de quitter la France si Le Pen fait un gros score* », on explique dans le corps de la dépêche que 1 150 Français avaient émigré en Israël en 2000 et que c'était le même chiffre pour 2001.

Participant

Mon grand-père est né en Algérie. Je l'ai vu hier. Il pleurait. Lorsque je lui ai demandé pourquoi, il m'a dit que sept footballeurs s'étaient fait mitrailler par des terroristes en Algérie. Il jouait au football et il s'est identifié à ces garçons-là. Je pense que ce sont les mêmes qui font écraser des avions contre les tours de New York et les mêmes qui font sauter les bus. Je ne comprends pas que la communauté origininaire d'Algérie française ne se mobilise pas aussi énormément pour les 200 000 Algériens qui sont morts depuis dix ans.

Paule Duminy

Avocate

Je voulais rebondir sur trois points de vos interventions respectives. J'espérais naïvement que l'on se poserait réellement des questions sur la manière d'éviter que la presse ne monte une communauté contre une autre et j'ai été sensible à l'intervention du médiateur de France 2 qui a rappelé que des questions se sont posées en deux circonstances. La première est celle de savoir s'il fallait ou non reproduire les mots « *À mort les Arabes* » qui auraient été la réaction de quelques Israéliens exaltés le jour d'un attentat à Jérusalem ayant fait dix-neuf morts ; sur France Info, on ne se pose manifestement pas la question : alors que Miëlle Lemaesquier nous a expliqué ce matin que France Info travaillait dans l'urgence et non dans le commentaire, lorsque les seules secondes consacrées à un événement le sont à un exalté qui vient dire « *À mort les Arabes !* », cela prouve peut-être que le journaliste ne s'est pas posé suffisamment de questions. En second lieu, vous avez évoqué les mêmes doutes sur la diffusion des images du corps du terroriste qui avait fait à moitié sauter sa ceinture d'explosifs : il n'y a pas eu un mot de compassion pour les morts de la salle de billard sur LCI, et on voit le robot qui tire le corps du terroriste pour l'éloigner de la foule ; alors que l'on n'avait pas encore enterré les morts de la salle de billard, toutes les demi-heures on entendait sur LCI le commentaire du reportage montrant le robot éloignant le corps du terroriste : « *Regardez ces images étonnantes et même choquantes...* » Sur LCI et France Info, on ne se pose pas longtemps la question de savoir quelles seront les réactions.

Sur l'affaire Daniel Mermet, Jean-Yves Halimi vient de dire que ce sont des associations minoritaires qui multiplient les procès, dont celui contre Monsieur Mermet. Il faut d'abord dire que, parmi les associations qui ont engagé la procédure, il y avait la LICRA, qui est loin d'être une association extrêmement minoritaire et que cette association a été qualifiée d'association juive lorsqu'elle a poursuivi Daniel Mermet, non pas parce qu'il a critiqué la politique de Monsieur Sharon, mais parce qu'on lui reprochait des propos incitant à la haine. Il est normal que les journalistes soient interpellés : les gens réagissent avec émotion.

Christian Dauriac

Je propose que chacun des intervenants nous donne son mot de conclusion.

Henri Amar

Si la presse a sa responsabilité dans l'énoncé des choses et dans la prise en compte des faits, dans la façon de les dire parce que les mots sont assassins, ces mots peuvent aussi être salvateurs et thérapeutiques. C'est dans ce sens que nous avons comme mission le droit et le devoir de dire les choses dans leur réalité, sans les cacher, mais en les assortissant de commentaires tels que cette vérité puisse aller dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens de la paix.

Michel Samson

Je suis choqué lorsque j'entends cette dame dire qu'elle a été tellement choquée qu'elle a enregistré LCI : non, elle a enregistré parce qu'elle travaille cette question. Il y a une façon de parler qui fait que nous ne sommes pas au même niveau. Pour ce qui me concerne, j'ai essayé de dire les contradictions dans lesquelles nous vivons le fait de relater des faits, ce qui est la mission que nous donne notre journal et nos lecteurs. Or, la discussion ne porte pas tout à fait là-dessus : elle porte sur le fait que l'on n'essaie pas de faire cela. Peut-être que l'on se trompe, mais c'est ce que nous essayons de faire et, quand dans un débat, il est déjà supposé que je sais des choses alors que ma seule question est d'essayer de comprendre ce qui se passe, je suis assez mal à l'aise. Je trouve, de ce point de vue, pas humainement clair et je n'aime pas beaucoup ça.

Bernard Abouaf

J'ai très longuement exposé, au moins ma sensibilité, si ce n'est une façon de voir, et je n'ai pas grand-chose à ajouter.

Nacer Kettane

Le conflit du Proche-Orient n'est pas un conflit comme les autres : il est mêlé de passion. Il faut se méfier du terrorisme intellectuel : vous avez tous en mémoire le fait que, lorsque Pascal Boniface s'est exprimé, il a été traité d'antisémite. Des gens comme Mermet ou même comme l'Abbé Pierre ont été traités d'antisémites. Il faut donc se méfier du terrorisme intellectuel qui ferait qu'il y aurait ceux qui vont dans le bon sens et les autres.

Il est vrai, pour rejoindre ce qui a été dit précédemment, qu'on essaie souvent de faire converger les projecteurs entre les communautés en disant que c'est un problème communautaire. Je rejoindrai l'intervenant qui s'est exprimé à ce propos, car les jeunes générations sont loin du conflit, mais les jeunes d'origine maghrébine s'expriment en tant que

Français, complètement férus de démocratie, de combat syndical et associatif, et ils estiment que c'est l'une des dernières inégalités sur cette planète : ils se déterminent en tant que citoyens, épris de droits de l'Homme et de liberté et c'est pour cela qu'ils défendent le combat du peuple palestinien et non pas parce qu'ils sont « Arabes » ou « Musulmans ».

Jean-Claude Allanic

J'ai commencé en disant que le courrier que je recevais en tant que médiateur me désespérait un peu. À l'issue de ce débat, je suis quand même optimiste car, même si elle a été vive, la discussion a pu avoir lieu. J'en tire la leçon, qu'en temps que médiateur dans un service public, si l'on veut aider les uns et les autres à se comprendre et, peut-être à aider à la résolution de ce conflit, il faut être le plus neutre possible, le plus rigoureux possible dans le choix des mots et des images. Il ne faut pas jeter d'huile sur le feu et respecter les uns et les autres. Il est vraiment important, dans le service public, d'avoir ce rôle d'unificateur de l'ensemble des téléspectateurs et je n'ajoute pas des « téléspectateurs français » puisque France 2 est aussi largement reçu au-delà des frontières, comme en témoigne le courrier que je reçois.

Conclusion

Jean-Marie Charon

L'important de ce type de démarche était de dire que nous étions dans un espace public où les médias échappaient un peu à cet exercice et à cette discipline consistant à entrer eux-mêmes en interrogation et en interpellation et à accepter que des lieux existent où on discute leur manière de travailler et de produire l'information.

La deuxième idée est de s'interroger et d'examiner la pratique professionnelle des uns et des autres. Ce n'est pas un exercice facile pour les journalistes et les professionnels des médias, mais ce n'est manifestement pas un exercice facile non plus du point de vue de la société, dans la mesure où on a vu qu'entrer dans une discussion qui ne soit pas complètement arc-boutée sur une vision *a priori* n'est pas simple. C'est le sens de la démarche des Entretiens de l'Information, que nous avons mis en place au mois d'août l'année dernière.

Je voudrais conclure sur une invitation à continuer à travailler avec nous. À chacune de nos rencontres, l'idée est de travailler sur les sujets

qui ont été des sujets forts et problématiques du traitement de l'information de l'année qui vient de s'écouler. En août, nous reviendrons sur la question évoquée ici à deux ou trois reprises de la rumeur d'AZF. Nous reviendrons aussi sur la manière dont les médias ont traité de l'insécurité pendant la campagne présidentielle. Enfin, nous évoquerons le traitement de la campagne présidentielle elle-même.

Nous avons créé un petit exercice interne que nous avons intitulé le Prix de l'Impasse journalistique. En effet, très fréquemment, on vient ici avec des sujets qui ont été abordés en se posant la question de la pertinence ou non de leur traitement, mais il y a aussi des frustrations qui nous viennent souvent de sujets qui nous paraissent passer très vite à la trappe, insuffisamment abordés – des centaines de victimes dans des catastrophes, des crises, des conflits, parfois évacués dans une dépêche – et nous avons pris le pari de nous retrouver, ici ou ailleurs, à l'automne, pour essayer d'aborder, sous la forme d'une journée de travail, le sujet que les uns et les autres auront le sentiment d'avoir vu échapper cette année à la sagacité des rédactions ■

Postface, janvier 2003

Des journalistes traversés par leur public

La couverture du conflit du Proche-Orient est sans doute l'un des sujets les plus courus dans les débats sur le journalisme. Le sujet préoccupe les journalistes car ils sont souvent mis en cause à son propos, parfois de façon agressive. Le débat type sur le Proche-Orient obéit donc au modèle de la prise à partie, à laquelle répondent des réfutations et/ou des justifications. Cet aspect est présent ici, mais l'intérêt essentiel de cette table ronde (justement table ronde plus que débat) est qu'elle n'évoque que par accros la polémique sur le caractère « objectif », « véridique », « honnête », « équilibré » de cette couverture. Cette polémique d'ailleurs ne saurait être traitée de façon un tant soit peu fondée (si elle peut l'être) que par des analyses de discours ou de contenu. Avec les journalistes, le plus intéressant est la démarche réflexive, le retour sur les conditions du travail journalistique, sur les dissensions internes au monde journalistique lui-même, et sur les rapports avec les publics qui les mettent en cause.

Dans les propos initiaux des journalistes, on entend des réfutations par avance de critiques déjà beaucoup entendues, et que l'on réentendra pour partie lors des échanges avec le public. Ils réfutent en particulier l'accusation la plus souvent entendue à propos des médias français, celle de « pro-palestinisme ». Ceci avec des phrases comme « comme la plupart des journalistes, je prends le critère du droit international, qui pour imparfait qu'il soit, n'en fait pas moins l'objet d'un consensus », formule qui fonde la légitimité du discours journalistique dans son champ propre par la quantité (la plupart) et dans d'autres champs (le droit). Ils soulignent ce que les conditions de la couverture peuvent créer de favorable au côté...israélien (proximité culturelle, presse en anglais, effort de propagande très organisé du gouvernement). Ils donnent des exemples d'emploi de vocabulaire en ce sens. Ainsi, parler de « représailles » israéliennes à un attentat suicide (qui n'est pas présenté lui-même comme des représailles, ou une réaction). Ou encore dans le choix du mot « expulsion » pour parler des Palestiniens chassés par Israël des territoires autonomes palestiniens, là où il faudrait dire « déportation » ; mais le terme évoque le destin des Juifs dans la Deuxième Guerre Mondiale.

Ces deux exemples renvoient en fait à trois sujets classiques de la polémique entre publics et journalistes :

1. La dénomination (faut-il dire « terreur », « territoires occupés », « colonies », etc. Comme le note la participante linguiste, il n'y a pas de mot juste. Plus grave, il n'y a pas non plus de mot-consensus).
2. La comparaison (ici implicite, très souvent explicite ainsi avec l'Afrique du Sud, avec la Guerre d'Algérie, avec – *horresco referens* – le sort fait aux Juifs, comme dans l'exemple plus haut, ce qui touche à un tabou).
3. La causalité (qui touche à la chaîne des responsabilités : qui est responsable de l'attentat, du bombardement, de l'échec de la Paix, etc ? Quelques maillons de plus, et l'on arrive au débat historique, qui n'est guère plus calme que le débat journalistique).

A lire les témoignages des journalistes, le conflit du Proche-Orient souffre aussi paradoxalement de ce qu'il est trop facile à couvrir : territoire petit relativement ouvert, acteurs habitués aux médias, information abondante, vif intérêt des rédactions et des lecteurs. Cette facilité fait en partie la difficulté, car l'engagement d'une partie du lectorat rencontre une matière considérable qui n'est pas seulement lue ou parcourue, mais scrutée voire surveillée : et l'on se voit reprocher des guillemets, des gras, des sous-entendus, des inférences malheureuses, que l'on peut aussi imputer à la pression du travail et l'imperfection de la forme journalistique, toujours révélée lorsqu'elle est soumise à un tel examen.

Dans cette table ronde, les journalistes apparaissent pour partie engagés dans le conflit, mais plus encore occupés et préoccupés. Ils produisent énormément et sentent qu'ils doivent produire. Il faut éviter la banalisation, dit l'un d'eux – et l'on voudrait savoir pourquoi ce conflit là ne doit surtout pas être banalisé. Parole de journaliste, ou parole de lecteur ? C'est notre premier sujet international, note la représentante de France Info. Jérusalem accueille d'ailleurs la deuxième ou troisième population de correspondants étrangers dans le monde. Le sujet provoque force débats et controverses au sein des rédactions, sans parler des débats et échanges de lettres avec les publics – le conflit du Proche-Orient occupe beaucoup le médiateur, cette fonction dont la place grandit dans la presse. Comme dans la table ronde, les médiateurs s'interrogent d'ailleurs à cette occasion sur leur rôle et leur efficacité (comment être médiateur quand les positions apparaissent si rigides?).

Car c'est l'intérêt du thème du Proche-Orient pour une analyse du journaliste de faire éclater la notion d'une communauté de lecteurs nationale, et internationale encore plus. L'on voit que l'existence de cette communauté est une condition d'un travail journalistique accepté ou « réussi » : les divisions entre lecteurs sont si vives qu'elles ne bloquent pas seulement l'idée d'un travail journalistique acceptable par tous. Elles se transportent au sein de la communauté journalistique – et l'on entend les journalistes faire un travail de soudure, essayer de neutraliser ces divisions. Dans les échanges, on entend implicitement ou explicitement les membres du public signaler leur appartenance ou leur origine (juive, musulmane, arabe, engagé de tel ou tel côté). On voit, ce qui est plus original dans un espace « professionnel », les journalistes tenir compte de leurs appartenances, signaler qu'il y a des « subjectivités parmi les journalistes », que « tel adjoint » ne devrait pas remplacer son chef de service quand la situation est sensible, indiquer qu'ils ne sont ni juifs, ni musulmans, donc n'ont pas de liens particuliers dans tel segment du public qui sur-réagit au sujet.

La correspondante de *l'Irish Times* révèle une double frontière au sein du monde journalistique, d'abord entre le correspondant sur place (qui s'identifie au terrain) et sa rédaction en chef, qui tient compte d'autres critères, ensuite entre nations : la couverture américaine est (de longue date d'ailleurs) plus favorable à Israël que la couverture française. Un écho de cet écart entre nations a été entendu plus haut : l'appel au droit international entre plus facilement dans la culture française qu'américaine – donc c'est un critère qui malgré son « évidence » a une couleur nationale. Bref, les journalistes, garants de la neutralité, en découvrent soudain l'impossibilité – car le sujet met en jeu des divisions sociales, religieuses, nationales, qui n'apparaissent que peu dans d'autres sujets. C'est pourquoi les journalistes sont occupés autant à se justifier vis-à-vis des lecteurs qu'à refaire du lien journalistique au sein de la profession, ou à constater la difficulté de refaire ce lien. Le sujet met à mal certains a priori journalistiques, et réinvestit le monde de faits de communautés qui en disputent en permanence l'interprétation.

Invitons le lecteur à chercher dans la table ronde moins un débat « sur le Proche-Orient » qu'une réflexion sur les cadres sociaux – nationaux, communautaires, professionnel - du travail journalistique. Cette réflexion est une condition préalable à l'exercice d'une véritable critique, avant toute prise de parti et toute prise à partie■

Jérôme Bourdon

Postface, janvier 2003

Exercer un journalisme de modestie

Faut-il parler de « territoires occupés » ou de « Judée et Samarie »? De « colonies » ou de « localités »? De « terroristes » ou de « résistants »? Le procès instruit aux journalistes qui couvrent le conflit israélo-palestinien finit toujours par tourner autour des mêmes mots. Des mots pièges, nous dit-on, qui trahissent ceux qui les emploient aussi sûrement que des bannières. Les médias sont invités à choisir des expressions neutres qui n'appartiennent au lexique d'aucun des deux belligérants, de préférence l'un de ces outils créés par la diplomatie au fil des décennies: « territoires » sans nom et sans lieu, « implantations » comme s'il s'agissait de cheveux ou d'usines, « processus de paix » en pleine mécanique de guerre... Une novelangue formée d'ellipses, d'euphémismes et d'antiphrases qui consiste à dire le moins possible afin de fâcher le moins de gens.

Il y a malheureusement une réalité rétive à la propagande et aux ambiguïtés constructives chères à la diplomatie américaine. Au regard du droit international, la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est demeurent occupées, en dépit des accords d'autonomie, et ses résidents israéliens sont bel et bien des colons. Un attentat à la bombe contre des populations civiles se distingue d'une attaque armée contre des soldats. L'un est un acte de terrorisme, l'autre de guérilla. Même par métonymie, « Tel-Aviv » ne détermine pas la politique israélienne. Le gouvernement Sharon et la Knesset ne siègent pas sur la côte méditerranéenne ou sur la lune, mais à Jérusalem-Ouest qui est par ailleurs une capitale non reconnue.

Autant de faits que les acteurs eux mêmes ne parviennent pas à évacuer. Les colons, barricadés au sommet de leur collines, savent qu'ils n'habitent pas des « localités » comme les autres. Les Hiérosolymitains font chaque jour l'expérience d'une ville coupée en deux, même quand ils la prétendent unifiée. Les soldats israéliens se considèrent en territoire ennemi dès qu'ils franchissent les frontières de 1967. Une mère palestinienne ne pleure pas de la même façon un fils tué au combat ou déchiqueté par sa bombe dans un bus rempli de civils. Au delà d'un discours social qui exalte le martyre, l'attentat-suicide suscite un malaise presque toujours perceptible.

Le journaliste doit pourtant se méfier des formules toutes faites qui finissent par entraver la compréhension au lieu de la faciliter. Dans une histoire devenue illisible à force d'être surcouverte, il est là pour donner

du contenu et de la chair à des mots usés jusqu'à la corde. Un colon juif évoque à tort un petit Blanc d'Afrique, alors qu'il rêve d'un mode de vie banlieusard et obéit à des motifs idéologiques. Il n'exploite pas une terre, il la bétonne. Ses plans d'occupation des sols lui tiennent lieu de plans de bataille. La Palestine n'est pas l'Algérie. Aucune mer ne la sépare d'Israël. Ni la télévision, ni la presse ne parviennent vraiment à rendre compte de l'exiguïté du territoire, de l'entremêlement et du cloisonnement des populations. La géographie, donnée essentielle du conflit, échappe le plus souvent à ceux qui ne l'ont pas expérimentée.

A la différence de la plupart des journalistes à l'étranger, un correspondant en poste à Jérusalem exerce son métier sous le regard de l'autre. Un regard souvent méfiant et exempt de complaisance. Il sait que ce qu'il écrit sera lu à la loupe, vérifié, interprété. Certains de ses lecteurs ne le traitent pas en témoin, mais en acteur d'une histoire qu'ils estiment être aussi la leur. Il est identifié à son sujet et reçoit, ainsi que sa rédaction à Paris, des lettres, des emails ou des appels téléphoniques qui sont autant de cris de colère ou de souffrance. Nulle part ailleurs, son travail ne suscite un tel retour. Parce que le contrôle de l'information est le nerf de toutes les guerres modernes, il peut être la cible de campagnes organisées d'intimidation sur place ou dans son propre pays. Une pratique de plus en plus fréquente depuis le début de la seconde intifada.

Comme tous les journalistes, il croit au mythe d'une information libératrice qui corrige le réel par son simple énoncé. Il veut dévoiler, au risque de choquer, et se sent d'autant plus dépositaire d'une vérité qu'il est le seul ou presque à connaître les deux côtés de la ligne de front. Mais il s'efforce aussi d'échapper aux procès d'intention et aux étiquettes que chacun essaie de lui accoler. Naïvement, il garde l'espoir d'être entendu par tout le monde. Si son honnêteté est mise en doute, son témoignage ne sera reçu que par ceux qu'il conforte. Le langage du conflit, du fait de son caractère codé, coupe immédiatement celui qui l'emploie d'une partie du public. C'est d'ailleurs sa fonction première.

Malgré elle, la couverture médiatique entretient la polarisation et ne fait, trop souvent, que reproduire des réflexes. Comment sortir de ce piège? Le défi est d'autant plus grand que la réalité est difficile à appréhender. C'est une guerre sans bataille, presque sans combat, inscrite dans la durée. Pas plus les Israéliens que les Palestiniens ne se reconnaissent dans la représentation qui est faite de leurs souffrances. Les caméras, comme les reporters, arrivent toujours après un bombardement ou un attentat. Ils saisissent mal ce qui précède ou ce qui suit. D'un côté, la peur. De l'autre, l'enfermement, les destructions,

le couvre-feu, la lente déliquescence d'une société, la misère... Des tragédies qui manquent de spectaculaire et ne se mesurent pas uniquement en nombre de morts violentes.

Dans cet Orient de moins en moins proche, dans ce monde de désinformation et du soupçon, le journaliste doit s'immerger autant que possible dans le réel, fuir les généralités, rendre compte de situations concrètes, les présenter de l'intérieur, s'attacher à des individus, privilégier des micro-histoires sans chercher obligatoirement à maintenir un équilibre de façade entre les belligérants. C'est un journalisme qui fait preuve de modestie, assume ses ignorances, laisse des zones d'ombre et ne revendique qu'une vérité partielle ■

Christophe Boltanski

*Ancien correspondant de Libération à Jérusalem
Université de Tel Aviv*

